



**Rapport annuel  
de la Ville d'Ottawa  
2013**

# Message du maire

**Août 2014**

Le rapport annuel de 2013 de la Ville d'Ottawa rend compte de l'incroyable progrès que la Ville a réalisé au cours de l'exercice en matière de saine gestion budgétaire et d'aménagement viable. À cette fin, la Ville continue de mettre en œuvre sa vision globale au moyen de son programme *Une collectivité viable à Ottawa*.



Nous revitalisons des quartiers existants en ayant recours à des conceptions d'aménagement intelligent et en améliorant des modes actifs de déplacement grâce au développement du réseau de transport en commun et des pistes cyclables et piétonnières. Nous soutenons les nouvelles entreprises et nous portons une attention particulière aux entrepreneurs locaux qui constituent l'assise sur le plan de la création d'emploi et de la prospérité économique. Nous bâtissons une capitale de renommée mondiale et la meilleure ville canadienne où il fait bon travailler, vivre et investir.

Ce projet exige un investissement considérable pour nous assurer que notre avenir commun conjugue dynamisme et solidité ainsi que le maintien d'une excellente situation financière. Les membres du Conseil municipal et le personnel de la Ville travaillent d'arrache-pied toute l'année pour vous offrir les innombrables services sur lesquels vous comptez, et ce, toujours de façon consciencieuse et responsable sur le plan financier. La Ville continue d'utiliser des pratiques de gestion des finances et des ressources saines, ce qui se traduit par le maintien d'une excellente note de crédit.

En janvier 2013, nous avons établi la carte routière du programme *Une collectivité viable à Ottawa* au moyen du Processus de révision du Plan officiel, le Plan directeur, le Plan directeur de l'infrastructure, le Plan directeur des transports, le Plan sur le cyclisme d'Ottawa et le Plan sur la circulation piétonnière. Nous avons encouragé les résidents, et plus particulièrement les jeunes, à participer. Nous leur avons demandé de prendre connaissance de ces plans et de donner leur opinion sur les éléments qui rendent Ottawa viable. Les commentaires ont été recueillis au moyen des médias sociaux, en ligne ainsi que dans le cadre de journées portes ouvertes. Grâce à tous ces commentaires, nous disposons d'une feuille de route complète pour nous guider à mesure que nous faisons progresser notre ville.

Nous mettons en œuvre bien des plans, mais nous avons également entrepris d'importants projets. La Ville poursuit son engagement envers la réfection d'infrastructure intelligente. D'ici 2017, plus de 400 projets d'infrastructure auront démarré dans tous les coins de la Ville. La transformation de Lansdowne s'est poursuivie en 2013 et l'ouverture de la Place TD et du parc Lansdowne témoigne bien des efforts déployés. En outre, plus de la moitié des travaux d'excavation du tunnel de

la ligne de la Confédération, au centre-ville, est achevée, et le projet avance selon l'échéancier et le budget établis.

Pour aider à l'amélioration du réseau de transport en commun, la Ville continue d'axer ses efforts sur la modernisation des modes actifs de déplacement pour les cyclistes et les piétons en prolongeant la voie cyclable Est-Ouest et en ouvrant les sentiers polyvalents de Sawmill Creek et d'O-Train. En 2013, Ottawa a été récompensée pour ses efforts à cet égard et a reçu deux mentions spéciales, soit le Prix Or de la collectivité vélociviviale et la désignation argent à titre de ville propice aux piétons décernée par WALK Friendly Ontario.

Grâce au Service de l'innovation et du développement économique, nous avons davantage diversifié et solidifié l'économie locale. Nos efforts ont été canalisés pour soutenir les entrepreneurs locaux et mettre en évidence nos compétences en affaires et notre potentiel économique à l'étranger en organisant, par exemple, la mission de la Ville d'Ottawa en Chine au printemps 2013.

La stratégie « Plus de candidatures, plus de victoires, plus d'événements » visait également à mettre en valeur Ottawa. En travaillant en étroite collaboration avec Tourisme Ottawa, nous avons réussi à attirer des événements d'envergure mondiale comme la coupe du monde féminin de la FIFA qui témoignent du caractère moderne, sécuritaire et invitant de notre ville pour les touristes et les investisseurs.

La Ville continue de multiplier les mesures visant à favoriser des collectivités saines et dynamiques et une bonne qualité de vie pour ses résidents. Nous avons construit des installations récréatives des plus modernes un peu partout dans la ville et nous avons pris des mesures pour protéger nos précieuses ressources hydriques – source de vie – grâce au Plan d'action de la rivière Outaouais.

Ensemble, nous bâtissons une ville pour attirer les investissements et améliorer la vie des citoyens. L'initiative *Une collectivité viable à Ottawa* rend notre ville, qui sera au cœur des célébrations du 150<sup>e</sup> anniversaire du Canada en 2017, plus dynamique tous les jours.

Sincères salutations,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Jim Watson', with a horizontal line underneath.

Jim Watson  
Maire d'Ottawa

# Rapport annuel de 2013 – Message du directeur municipal

**Août 2014**

J'ai l'immense plaisir de présenter le rapport annuel de 2013 de la Ville d'Ottawa, qui confirme la situation financière robuste de la Ville, malgré les difficultés économiques qui ont persisté à l'échelle mondiale en 2013.

Les états financiers de fin d'exercice audités dressent le portrait d'une ville en santé jouissant d'une situation financière caractérisée par l'augmentation des soldes de trésorerie, des fonds de réserve prospères et des frais de service de la dette raisonnables. Les excellentes cotes de crédit de la Ville ont à nouveau été reconduites par l'agence Moody's Investors Service, qui lui accorde la note Aaa avec perspective stable, et l'agence Standard and Poor's, qui renouvelle sa note AA+ avec perspective stable.

La dette à long terme nette demeure à un niveau acceptable et proportionnel aux actifs. Elle se situe également dans les paramètres prudents établis par le Conseil municipal et reste entièrement attribuable aux infrastructures. La croissance des produits suit celle des charges.

Du fait que la Ville compte plus de 943 000 habitants et plus de 125 secteurs d'activité, la prestation de services aux résidents exige de la diligence et de l'innovation. Le Conseil municipal et le personnel ont la lourde responsabilité de répondre aux besoins et aux attentes de la population, tout en ménageant nos précieuses ressources pour les générations futures.

Le solide bilan dont témoigne le rapport annuel de 2013 montre clairement que le Conseil et le personnel se sont engagés à assurer une gestion des finances responsable et respectueuse de l'argent des contribuables.

Nous sommes fiers de notre culture où les employés s'attachent à donner le meilleur d'eux-mêmes pour offrir les services de haute qualité que les résidents d'Ottawa méritent et auxquels ils s'attendent et pour réaliser les priorités du Conseil.

Nous sommes honorés d'être au service du public, et nous aspirons constamment à repousser les normes d'excellence que nous nous sommes fixées.



Veillez agréer mes sincères salutations,

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized initial 'K' followed by a long horizontal flourish.

Le directeur municipal,  
Kent Kirkpatrick

**Analyse des états financiers de 2013**

## INTRODUCTION

Le rapport financier annuel de 2013 de la Ville d'Ottawa comprend les états financiers consolidés audités préparés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public prescrites par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public [«CCSP»] des Comptables professionnels agréés du Canada [«CPA Canada»], tel qu'il est exigé par la *Loi sur les municipalités* de l'Ontario.

Il incombe à l'administration de la Ville d'Ottawa de préparer l'analyse des états financiers. Cette analyse doit être lue avec les états financiers consolidés audités et les tableaux financiers et statistiques.

L'analyse des états financiers présente aux parties prenantes la façon dont les ressources financières confiées à la Ville sont gérées pour fournir des infrastructures et des services municipaux, ainsi que les enjeux importants qui ont eu une incidence sur les résultats de 2013 ou qui pourraient en avoir une sur les résultats futurs.

## ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

Comme le montrent les statistiques présentées ci-dessous, la Ville d'Ottawa a connu une hausse des activités liées aux mises en chantier et aux permis de construire en 2013.

Au 31 décembre 2013, avec informations comparatives de 2012.

<b>Environnement économique</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>	<b>Variation en %</b>
Population	943 260	935 255	0,88 %
Mises en chantier – secteur résidentiel <sup>2</sup>	6 284	5 730	9,67 %
Valeur des permis de construire émis (en millions)	2 393	2 041	17,25 %
Inflation, augmentation annuelle de l'IPC (%) <sup>1</sup>	1,0	1,3	(23,08) %
Taux de chômage (%) <sup>1</sup>	6,3	6,2	1,61 %

<sup>1)</sup> *Statistique Canada*

<sup>2)</sup> *Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)*

À la fin de 2013, la population de la Ville d'Ottawa était estimée à 943 260 habitants, soit une augmentation de 15,9 % depuis 2001. Ce taux de croissance est plus élevé que celui de l'Ontario (13,80 %), mais moins élevé que celui du Canada (17,12 %). Ottawa représente environ les trois quarts de la population de la grande région d'Ottawa-Gatineau, dont la population totale s'élevait à plus de 1,4 million d'habitants à la fin de 2013.

La croissance de la population devrait se poursuivre. Des projections du taux de croissance pour les périodes allant de 2011 à 2031 ont été préparées par la Ville. Selon le Plan officiel de la Ville, de 2013 à 2031, le taux de croissance devrait augmenter de 20 %, ce qui ferait passer la population de 943 260 habitants à 1,14 million d'habitants. La croissance de la population d'Ottawa est en grande partie attribuable à l'immigration.

## PERSPECTIVES

L'économie d'Ottawa continue de se raffermir dans un contexte de taux d'intérêt faibles. La Ville a affiché des augmentations positives au titre des mises en chantier dans le secteur résidentiel et de la valeur totale des permis de construction émis par rapport à l'exercice précédent. Le taux de chômage de la Ville est resté bien inférieur au taux provincial de 2013 qui s'est établi à 7,5 %.

La Ville a établi des relations constructives avec les autres paliers gouvernementaux et le secteur privé afin d'obtenir un financement durable pour fournir les infrastructures municipales nécessaires au soutien d'une économie saine aux échelles locale, provinciale et nationale. Le financement soutenu provenant de la taxe sur l'essence, conjugué aux engagements fédéral et provincial visant à aider la Ville à financer son projet de construction du réseau de train léger de la ligne de la Confédération, permettra d'assurer la mise en place des infrastructures requises pour répondre aux besoins en transport en commun des résidents. De la même façon, les ententes de partenariat avec des partenaires locaux permettront de réaménager le parc Lansdowne, ce qui rehaussera le profil national de la Ville en offrant un lieu pour la tenue d'importants événements sportifs et événements de divertissement.

## FAITS SAILLANTS FINANCIERS

### SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

Au 31 décembre 2013, avec informations comparatives de 2012 [en milliers de dollars]

<b>Situation financière consolidée</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
A. Actifs financiers	2 440 302 \$	2 200 063 \$
B. Passifs financiers	3 698 840	3 380 238
C. Dette nette (A – B)	(1 258 538)	(1 180 175)
D. Actifs non financiers	12 699 431	11 859 531
E. Surplus accumulé (C + D)	11 440 893 \$	10 679 356 \$

En 2013, le début des travaux de construction de la ligne de la Confédération a eu une incidence importante sur les états financiers consolidés. Les montants versés à l'entrepreneur, dans le cadre de paiements d'étape, ainsi que les sommes engagées par l'entrepreneur qui devront être versées ultérieurement sous forme de paiements d'étape, ont été capitalisés à titre d'actifs en cours de construction et représentent 495 millions de dollars des acquisitions d'immobilisations corporelles totalisant 1,2 milliard de dollars. La tranche des charges courues et à payer s'élevant à environ 178 millions de dollars est comptabilisée comme un passif financier dans l'état de la situation financière consolidé.

Les états financiers consolidés comprennent également des montants reçus et à recevoir des gouvernements d'ordres supérieurs au titre de leur quote-part dans le projet. Les paiements de transfert liés à la ligne de la Confédération totalisant 347 millions de dollars sont comptabilisés comme des produits dans l'état des résultats consolidé, et la tranche à recevoir d'environ 105 millions de dollars est comptabilisée à titre d'actif financier dans l'état de la situation financière consolidé.

Les actifs financiers se sont accrus d'environ 240 millions de dollars, ou d'environ 11 %, montant qui englobe les paiements de transfert à recevoir pour financer les coûts liés à la construction de la



ligne de la Confédération. Les soldes de la trésorerie et des placements représentent 76 millions de dollars de l'accroissement du total des actifs financiers. Les actifs financiers comprennent également l'augmentation de 15 millions de dollars des placements dans des entreprises publiques attribuable à la hausse de la valeur de l'actif net de la Société de portefeuille Hydro Ottawa inc.

Les passifs financiers ont augmenté d'environ 318 millions de dollars, par suite de la hausse de la dette à long terme nette de 215 millions de dollars et de celle des créditeurs et autres charges à payer d'environ 193 millions de dollars, contrebalancées par une diminution des produits reportés d'environ 90 millions de dollars. Les titres d'emprunt émis au cours de l'exercice ont été utilisés pour financer les infrastructures dans le cadre du réaménagement du parc Lansdowne ainsi que les services d'aqueduc, de traitement des eaux usées et de transport. L'augmentation des créditeurs et des charges à payer est liée à la construction de la ligne de la Confédération. La diminution des produits reportés s'explique par le changement de traitement comptable des paiements de transfert, comme il est décrit à la note 2 des états financiers consolidés. La tranche des transferts au titre des produits non utilisés tirés de la taxe sur l'essence comptabilisés au cours de l'exercice, qui auraient été constatés auparavant à titre de produits reportés, a été attribuée aux fonds de réserve et constitue une composante du surplus accumulé.

La dette nette constitue la différence entre les passifs financiers et les actifs financiers de la Ville. La dette nette s'est établie à 1,258 milliards de dollars en 2013, ce qui constitue une légère hausse de 78 millions de dollars comparativement à 1,180 milliards de dollars en 2012. Cette hausse s'explique par l'accroissement de la dette à long terme nette.

Les actifs non financiers, ou immobilisations corporelles, ont augmenté d'environ 840 millions de dollars et comprennent un investissement important dans le réseau de train léger de la ligne de la Confédération et le réaménagement du parc Lansdowne.

Le surplus accumulé de la Ville représente l'investissement effectué dans les actifs, déduction faite de tous les passifs. Ces actifs permettront de fournir des services aux générations futures.

## REVUE DE L'ANALYSE FINANCIÈRE

### Comparaison entre les montants budgétés et les montants réels

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 [en milliers de dollars]

<b>Produits – Comparaison entre les montants budgétés et les montants réels</b>	<b>Budget 2013</b>	<b>Réels 2013</b>	<b>Favorable (défavorable)</b>
Impôts et taxes disponibles pour les besoins de la municipalité	1 517 940 \$	1 511 051 \$	(6 889) \$
Paiements de transfert	974 789	981 490	6 701
Redevances et frais d'utilisation	759 987	746 396	(13 591)
Immobilisations corporelles reçues sous forme d'apports	195 010	195 010	0
Redevances d'aménagement	161 931	161 931	0
Revenus de placement	32 203	36 316	4 113
Amendes et pénalités	27 187	24 466	(2 721)
Autres produits	38 813	40 912	2 099
Quote-part du bénéfice d'entreprises publiques	31 409	34 008	2 599
<b>Total des produits</b>	<b>3 739 269 \$</b>	<b>3 731 580 \$</b>	<b>(7 689) \$</b>

Le montant des **impôts et taxes disponibles pour les besoins de la municipalité** a été moins élevé que le montant prévu au budget en raison de la baisse du taux de croissance des cotisations supplémentaires et des provisions constituées pour les impôts et taxes devant être radiés dans les exercices à venir au moment du règlement des appels au titre des nouvelles cotisations.

Le montant des **redevances et frais d'utilisation** a été moins élevé que le montant prévu au budget pour ce qui est des produits tirés des services d'aqueduc et d'égout en raison d'une consommation d'eau moindre que celle anticipée. Les produits ont été inférieurs aux produits budgétés en raison de la saison estivale plus pluvieuse que la normale.

Le montant des **revenus de placement** a été plus élevé que le montant prévu au budget en raison de la progression des soldes des fonds de placement et de l'accroissement du taux de rendement.

Le montant de la **quote-part du bénéfice d'entreprises publiques** a été plus élevé que le montant prévu au budget par suite de l'augmentation des produits tirés de la filiale détenue en propriété exclusive par la Ville, soit la Société de portefeuille Hydro Ottawa inc. Selon la politique en matière de dividendes de la Ville, la Société de portefeuille Hydro Ottawa inc. est tenue de lui verser des dividendes représentant 40 % de son revenu net ou 14 millions de dollars si ce montant est supérieur.

### Sources des produits

[en milliers de dollars]

	\$	%
Impôts et taxes disponibles pour les besoins de la municipalité	1 511 051 \$	40 %
Paiements de transfert	981 490	26 %
Redevances et frais d'utilisation	746 396	20 %
Redevances d'aménagement et immobilisations corporelles reçues sous forme d'apports	356 941	10 %
Divers	135 702	4 %
<b>Total des produits</b>	<b>3 731 580 \$</b>	<b>100 %</b>

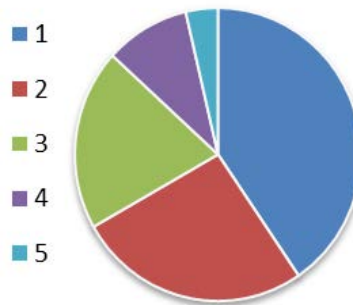


Illustration 1 – Sources des produits

## Comparaison entre les montants budgétés et les montants réels

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 [en milliers de dollars]

Charges – Comparaison entre les montants budgétés et les montants réels	Budget 2013	Réels 2013	Favorable (défavorable)
Affaires gouvernementales	112 825 \$	107 493 \$	5 332 \$
Protection de la personne et de la propriété	513 880	520 381	(6 501)
Routes, circulation et services de stationnement	336 423	365 626	(29 203)
Transport en commun	493 963	495 784	(1 821)
Services environnementaux	334 568	326 819	7 749
Services de santé	147 733	148 229	(496)
Services sociaux et familiaux	417 451	406 668	10 783
Logements sociaux	232 052	231 455	597
Services récréatifs et culturels	297 592	294 167	3 425
Planification et développement	74 744	73 421	1 323
<b>Total des charges</b>	<b>2 961 231 \$</b>	<b>2 970 043 \$</b>	<b>(8 812) \$</b>

Les coûts liés aux **routes, à la circulation et aux services de stationnement** ont été supérieurs à ceux prévus au budget, en raison des coûts d'entretien en hiver découlant de chutes de neige plus importantes que la normale.

Les charges liées aux **services environnementaux** ont été inférieures à celles figurant au budget. En ce qui a trait à l'entretien du réseau de collecte des eaux pluviales en milieu rural, cette baisse est attribuable aux conditions météorologiques. Pour ce qui est de l'entretien des réseaux de collecte des eaux pluviales et des eaux d'égout et de traitement des eaux usées en milieu urbain, cette diminution découle des postes à pourvoir et du recul des charges liées aux services professionnels par rapport à ce qui avait été prévu. Les économies réalisées ont contrebalancé en partie l'insuffisance des produits tirés des tarifs pour les services d'aqueduc et d'égout.

Les charges liées aux **services sociaux et familiaux** ont été inférieures à celles figurant au budget en raison des économies réalisées au titre des programmes de prestations connexes en matière de soins médicaux et de logements dont le taux d'utilisation a été moins élevé que prévu. De plus, la baisse du recours à des subventions en raison de la mise en œuvre du Programme d'apprentissage des jeunes enfants à temps plein a donné lieu à un excédent au titre du Programme de services de garde d'enfants.

## Charges

[en milliers de dollars]

	\$	%
Affaires gouvernementales	107 493 \$	4 %
Protection de la personne et de la propriété	520 381	18 %
Routes, circulation et services de stationnement	365 626	11 %
Transport en commun	495 784	17 %
Services environnementaux	326 819	11 %
Services de santé	148 229	5 %
Services sociaux et familiaux	406 668	14 %
Logements sociaux	231 455	8 %
Services récréatifs et culturels	294 167	10 %
Planification et développement	73 421	2 %
<b>Total des charges</b>	<b>2 970 043 \$</b>	<b>100 %</b>

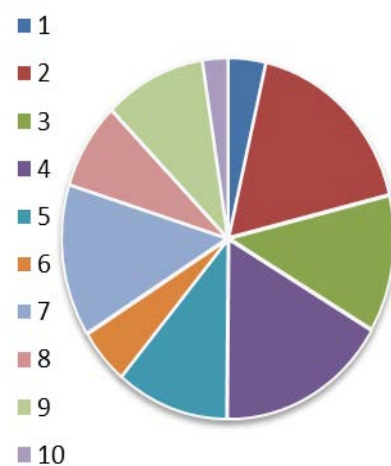


Illustration 2 – Distribution des charges

## Produits – Comparaison entre les produits réels de l'exercice et les produits réels de l'exercice précédent

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, avec informations comparatives de 2012 [en milliers de dollars]

Produits – Comparaison entre les produits réels de l'exercice et les produits réels de l'exercice précédent	Réels 2013	Réels 2012	Augmentation (diminution)
Impôts et taxes disponibles pour les besoins de la municipalité	1 511 051 \$	1 462 797 \$	48 254 \$
Paiements de transfert	981 490	611 463	370 027
Redevances et frais d'utilisation	746 396	737 042	9 354
Immobilisations corporelles reçues sous forme d'apports	195 010	239 583	(44 573)
Redevances d'aménagement	161 931	114 931	47 000
Revenus de placement	36 316	32 432	3 884
Amendes et pénalités	24 466	24 724	(258)
Autres produits	40 912	25 930	14 982
Quote-part du bénéfice d'entreprises publiques	34 008	31 150	2 858
<b>Total des produits</b>	<b>3 731 580 \$</b>	<b>3 280 052 \$</b>	<b>451 528 \$</b>

Les **impôts et taxes disponibles pour les besoins de la municipalité** ont été plus élevés en raison d'une augmentation de 2,09 % de la taxe foncière sur tous les biens immobiliers de la Ville et de l'incidence de la hausse de l'assiette à ce titre.

Les **paiements de transfert** ont augmenté en raison du financement provenant des paliers fédéral et provincial pour le projet de construction du réseau de train léger de la ligne de la Confédération, dont les travaux ont débuté en 2013. La hausse des produits reflète également le changement de traitement comptable des paiements de transfert, y compris l'incidence ponctuelle de la comptabilisation des soldes non utilisés de l'exercice précédent dans les produits de l'exercice.

Les **immobilisations corporelles reçues sous forme d'apports** représentent les actifs qui sont fournis sous forme de dons ou d'apports à la Ville par les promoteurs. Le montant des produits constatés varie d'un exercice à l'autre.

Les **produits au titre des redevances d'aménagement** en 2013 reflètent l'augmentation des dépenses liées aux projets de croissance durant l'exercice. L'augmentation a été principalement enregistrée dans les secteurs des routes, du transport en commun et des services récréatifs. Les montants reçus à ce chapitre sont constatés à titre de produits reportés jusqu'à l'exercice où les charges connexes sont engagées. Ils sont alors comptabilisés en tant que produits.

Les **revenus de placement** ont progressé en raison de la hausse des soldes des placements et du taux de rendement.

La **quote-part du bénéfice d'entreprises publiques** reflète l'augmentation des produits de la filiale en propriété exclusive de la Ville, soit la Société de portefeuille Hydro Ottawa inc.

## Charges – Comparaison entre les charges réelles de l'exercice et les charges réelles de l'exercice précédent

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, avec informations comparatives de 2012 [en milliers de dollars]

### Charges – Comparaison entre les charges réelles de l'exercice et les charges réelles de l'exercice précédent

	Réels 2013	Réels 2012	Augmentation (diminution)
Affaires gouvernementales	107 493 \$	105 969 \$	1 524 \$
Protection de la personne et de la propriété	520 381	514 779	5 602
Routes, circulation et services de stationnement	365 626	319 291	46 335
Transport en commun	495 784	478 924	16 860
Services environnementaux	326 819	323 588	3 231
Services de santé	148 229	155 282	(7 053)
Services sociaux et familiaux	406 668	419 538	(12 870)
Logements sociaux	231 455	221 520	9 935
Services récréatifs et culturels	294 167	294 873	(706)
Planification et développement	73 421	60 685	12 736
<b>Total des charges</b>	<b>2 970 043 \$</b>	<b>2 894 449 \$</b>	<b>75 594 \$</b>

Les charges liées aux **routes, à la circulation et aux services de stationnement** se sont accrues en raison de la hausse des coûts d'entretien en hiver par suite de l'hiver plus rigoureux et de l'ampleur des restaurations découlant du plus grand nombre d'infrastructures.

Les charges liées au **transport en commun** ont augmenté en raison de la poussée inflationniste.

## DETTE À LONG TERME NETTE

La Ville d'Ottawa est notée par deux agences internationales : Moody's Investors Service et Standard & Poor's. Moody's a attribué à la Ville une note de Aaa, soit la note la plus élevée, que la Ville maintient d'ailleurs depuis 1975. Quant à Standard & Poor's (S&P), elle a attribué à la Ville une note stable de AA+.

La politique de financement d'immobilisations approuvée par le Conseil permet à la Ville de fournir des immobilisations additionnelles, telles que des routes, des réseaux d'aqueduc et d'égouts, des bâtiments et des infrastructures de transport en commun, qui seront financées à long terme par les contribuables qui utilisent ces immobilisations. Cette politique est conforme à la réglementation provinciale exigeant que les immobilisations financées au moyen d'une dette aient une durée de vie utile au moins aussi longue que la durée de la dette.

Au cours de 2013, la Ville a conclu un financement à long terme d'un montant total de 304 millions de dollars selon diverses échéances pouvant atteindre 40 ans. Le produit a servi au financement de divers projets d'immobilisations, dont la construction du parc Lansdowne et la remise en état importante de routes et de ponts et divers travaux relatifs au transport en commun, à l'aqueduc et au traitement des eaux usées. Tous les détails de ces émissions de débentures ont été communiqués conformément à la politique du Conseil sur les emprunts et le financement.

Le niveau d'endettement est surveillé attentivement pour assurer le bien-être financier continu de la Ville selon les principes de son cadre financier. Voici deux des cibles clés établies par le Conseil à l'égard desquelles le trésorier doit faire rapport annuellement :

- 1) Les paiements de capital et d'intérêts sur la dette financée par les recettes fiscales ne doivent pas dépasser 7,5 % des produits générés par la Ville, et les paiements de capital et d'intérêts sur la dette financée par les recettes tarifaires au titre de l'aqueduc et des égouts ne devront pas dépasser 15 % des produits tirés des tarifs, soit un pourcentage cible combiné de 8,5 % du total des produits générés par la Ville.
- 2) L'augmentation du service de la dette dans le cas de projets non anciens pour une année donnée ne doit pas être supérieure à 0,25 % de la taxe foncière.

Pour ce qui est de la première cible, le total des paiements de capital et d'intérêts en 2013 pour la dette à long terme financée par les recettes fiscales et tarifaires s'est élevé à 130 millions de dollars, ce qui représente 5,4 % des produits générés par la Ville. Ces produits comprennent tous les produits présentés à l'état des résultats consolidé, à l'exception des subventions gouvernementales et des immobilisations corporelles reçues sous forme d'apports et des produits au titre des redevances d'aménagement.

Pour ce qui est de la deuxième cible, les projets non anciens désignent les travaux d'immobilisations associés à la remise en état et au renouvellement des infrastructures existantes de la Ville ainsi qu'à la construction de nouvelles infrastructures pour faire face aux pressions suscitées par la croissance. L'augmentation du service de la dette, compte tenu de son incidence sur la hausse des taxes foncières, se situe dans la fourchette cible mentionnée ci-dessus.

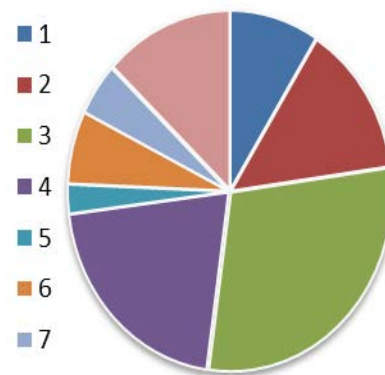


## IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles représentent un investissement important pour la Ville, et l'information connexe est essentielle aux fins de la gestion, de la reddition de comptes, de l'établissement des coûts et de l'élaboration de plans de gestion des immobilisations. Les immobilisations sont évaluées au coût historique à la date d'acquisition ou de construction et sont amorties sur leur durée de vie utile. La valeur comptable nette résiduelle de ces actifs représente la valeur des immobilisations qui seront disponibles pour répondre aux besoins des générations futures.

Les immobilisations corporelles de la Ville comprennent surtout l'infrastructure de l'aqueduc et des égouts, les terrains, les routes, les bâtiments ainsi que l'outillage et les immobilisations de production. Les coûts liés à la construction de la ligne de la Confédération sont inclus dans les actifs en cours de construction.

<b>Immobilisations corporelles</b> <i>[en milliers de dollars]</i>	<b>Valeur comptable nette \$</b>	<b>%</b>
Bâtiments et améliorations	1 131 159	9 %
Routes	1 753 137	14 %
Aqueduc / eaux usées	3 718 669	30 %
Terrains	2 632 558	21 %
Améliorations foncières	344 289	2 %
Outillage et immobilisations de production	834 301	6 %
Véhicules	605 972	5 %
Actifs en cours de construction	1 638 857	13 %
<b>Total des immobilisations corporelles</b>	<b>12 658 942</b> <b>\$</b>	<b>100 %</b>



**Illustration 3 – Répartition  
des immobilisations  
corporelles**

## RAPPORT DE LA DIRECTION

La responsabilité de l'intégrité, de la pertinence et de la comparabilité des données présentées dans les états financiers consolidés ci-joints incombe à la direction.

Les états financiers consolidés sont dressés par la direction conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public établies par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public de Comptables professionnels agréés du Canada. Ils comprennent nécessairement certains montants fondés sur les estimations les plus probables et les jugements de la direction. Les données financières présentées ailleurs dans le présent rapport correspondent à celles figurant dans les états financiers.

Pour s'acquitter de sa responsabilité, la direction procède à des contrôles de la comptabilité, du budget et à d'autres contrôles afin de fournir l'assurance raisonnable que les opérations sont dûment autorisées, que les actifs sont bien comptabilisés et protégés et que la documentation financière est fiable pour la préparation des états financiers.


Le bureau de l'auditeur général relève directement du Conseil municipal, et, sur une base de permanence, il accomplit son programme d'audit afin de s'assurer que les contrôles internes et leur application sont examinés et que l'information financière est testée et vérifiée de façon indépendante.

Le Conseil municipal exerce ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière par l'intermédiaire de son sous-comité d'audit et de son comité des finances et du développement économique.

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L. a été nommée par le Conseil municipal pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés de la Ville. Leur rapport suit la présente.



Kent Kirkpatrick  
Directeur municipal



Marian Simulik  
Trésorière

Ottawa, Canada  
Le 11 juillet 2014

# **États financiers consolidés**

**Ville d'Ottawa**

**31 décembre 2013**

## **RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS**

Au maire et aux membres du Conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la **Ville d'Ottawa**, qui comprennent l'état de la situation financière consolidé au 31 décembre 2013 et les états consolidés des résultats de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

### **Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### **Responsabilité des auditeurs**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

## Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la **Ville d'Ottawa** au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

*Ernst & Young* S.N.L./S.E.N.C.R.L.

Ottawa, Canada  
11 juillet 2014

Comptables agréés  
Experts-comptables autorisés

# VILLE D'OTTAWA

## ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉ

Au 31 décembre 2013, avec informations comparatives pour 2012  
[en milliers de dollars]

<b>Actifs financiers</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	575 849 \$	300 001 \$
Débiteurs [note 3]	436 974	288 198
Placements [note 4]	1 045 753	1 245 546
Placements dans des entreprises publiques [note 5]	381 726	366 318
<b>Total</b>	<b>2 440 302</b>	<b>2 200 063</b>
<b>Passif</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Créditeurs et charges à payer [note 6]	736 215	544 553
Produits reportés [note 7]	506 843	597 192
Avantages sociaux futurs et régimes de retraite [note 8]	435 923	433 155
Intérêts courus	24 762	21 876
Passif au titre des activités de fermeture et d'après- fermeture des décharges contrôlées [note 9]	6 611	7 996
Dette à long terme nette [note 10]	1 650 292	1 435 911
Emprunts hypothécaires à payer [note 11]	221 880	220 677
Obligations locatives [note 12]	116 314	118 878
<b>Total</b>	<b>3 698 840</b>	<b>3 380 238</b>
<b>Dette nette</b>	<b>(1 258 538)</b>	<b>(1 180 175)</b>
<b>Actifs non financiers</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Immobilisations corporelles [note 13]	12 658 942	11 816 118
Stocks	22 988	25 922
Charges payées d'avance	17 501	17 491
<b>Total des actifs non financiers</b>	<b>12 699 431</b>	<b>11 859 531</b>
<b>Surplus accumulé [note 14]</b>	<b>11 440 893 \$</b>	<b>10 679 356 \$</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Éventualités et engagements [note 15]

# VILLE D'OTTAWA

## ÉTAT DES RÉSULTATS CONSOLIDÉ

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, avec informations comparatives pour 2012  
[en milliers de dollars]

<b>Produits</b>	<b>Budget 2013 [note 20]</b>	<b>Réel 2013</b>	<b>Réel 2012</b>
Taxes disponibles pour les besoins de la municipalité [note 16]	1 517 940 \$	<b>1 511 051 \$</b>	1 462 797 \$
Transferts gouvernementaux	974 789	<b>981 490</b>	611 463
Redevances et frais d'utilisation	759 987	<b>746 396</b>	737 042
Immobilisations corporelles reçues sous forme d'apports	195 010	<b>195 010</b>	239 583
Redevances d'aménagement	161 931	<b>161 931</b>	114 931
Revenus de placement	32 203	<b>36 316</b>	32 432
Amendes et pénalités	27 187	<b>24 466</b>	24 724
Autres produits	38 813	<b>40 912</b>	25 930
Quote-part du bénéfice d'entreprises publiques [note 5]	31 409	<b>34 008</b>	31 150
<b>Total des produits</b>	<b>3 739 269</b>	<b>3 731 580</b>	<b>3 280 052</b>
<b>Charges</b>	<b>Budget 2013 [note 20]</b>	<b>Réel 2013</b>	<b>Réel 2012</b>
Affaires gouvernementales	112 825	<b>107 493</b>	105 969
Protection de la personne et de la propriété	513 880	<b>520 381</b>	514 779
Routes, circulation et stationnement	336 423	<b>365 626</b>	319 291
Transport en commun	493 963	<b>495 784</b>	478 924
Services environnementaux	334 568	<b>326 819</b>	323 588
Services de santé	147 733	<b>148 229</b>	155 282
Services sociaux et familiaux	417 451	<b>406 668</b>	419 538
Logements sociaux	232 052	<b>231 455</b>	221 520
Services récréatifs et culturels	297 592	<b>294 167</b>	294 873
Planification et développement	74 744	<b>73 421</b>	60 685
<b>Total des charges [note 17]</b>	<b>2 961 231</b>	<b>2 970 043</b>	<b>2 894 449</b>
<b>Surplus annuel</b>	<b>778 038</b>	<b>761 537</b>	<b>385 603</b>
<b>Surplus accumulé au début de l'exercice</b>	<b>10 679 462</b>	<b>10 679 356</b>	<b>10 293 753</b>
<b>Surplus accumulé à la fin de l'exercice</b>	<b>11 457 500 \$</b>	<b>11 440 893 \$</b>	<b>10 679 356 \$</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

## VILLE D'OTTAWA

### ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE CONSOLIDÉ

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, avec informations comparatives pour 2012  
[en milliers de dollars]

<b>État de la variation de la dette nette consolidé</b>	<b>Budget 2013</b>	<b>Réel 2013</b>	<b>Réel 2012</b>
Surplus annuel	778 038 \$	<b>761 537 \$</b>	385 603 \$
Acquisition d'immobilisations corporelles	(1 163 906)	<b>(1 163 906)</b>	(821 053)
Amortissement d'immobilisations corporelles	270 741	<b>270 741</b>	263 443
Perte à la vente d'immobilisations corporelles	40 278	<b>40 278</b>	76 309
Produit de la vente d'immobilisations corporelles	10 063	<b>10 063</b>	13 810
Stocks de fournitures	2 934	<b>2 934</b>	1 828
Charges payées d'avance	(10)	<b>(10)</b>	(2 197)
Variation de la dette nette	(61 862)	<b>(78 363)</b>	(82 257)
<b>Dettes nettes au début de l'exercice</b>	<b>(1 165 838)</b>	<b>(1 180 175)</b>	<b>(1 097 918)</b>
<b>Dettes nettes à la fin de l'exercice</b>	<b>(1 227 700) \$</b>	<b>(1 258 538) \$</b>	<b>(1 180 175) \$</b>

*Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.*



# VILLE D'OTTAWA

## ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, avec informations comparatives pour 2012  
[en milliers de dollars]

<b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Surplus annuel	761 537 \$	385 603 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Quote-part du bénéfice d'entreprises publiques	(34 008)	(31 150)
Amortissement d'immobilisations corporelles	270 741	263 443
Immobilisations reçues sous forme d'apports	(195 010)	(239 583)
Perte à la vente d'immobilisations corporelles	40 278	76 309
<b>Flux de trésorerie de fonctionnement, ajustés en fonction des éléments sans effet sur la trésorerie</b>	<b>843 538</b>	<b>454 622</b>
<b>Variation des actifs et des passifs sans effet sur la trésorerie</b>		
Augmentation des débiteurs	(148 776)	(5 726)
Diminution des stocks	2 934	1 828
Augmentation des charges payées d'avance	(10)	(2 197)
Augmentation des créditeurs et des charges à payer	191 662	87 387
Augmentation (diminution) des produits reportés	(90 349)	26 649
Augmentation des avantages sociaux futurs et régimes de retraite	2 768	25 099
Augmentation des intérêts courus	2 886	3 598
Diminution du passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées	(1 385)	(765)
<b>Total des flux de trésorerie de fonctionnement</b>	<b>803 268</b>	<b>590 495</b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Acquisition d'immobilisations corporelles	(968 896)	(581 470)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles	10 063	13 810
<b>Flux de trésorerie d'investissement en immobilisations</b>	<b>(958 833)</b>	<b>(567 660)</b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Diminution (augmentation) nette des placements	199 793	(302 130)
Dividendes provenant de la Société de portefeuille Hydro Ottawa inc.	18 600	16 600
<b>Flux de trésorerie d'investissement</b>	<b>218 393</b>	<b>(285 530)</b>
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Nouveaux titres d'emprunt émis	316 535	448 370
Intérêts créditeurs générés par le fonds d'amortissement, montant net	(2 045)	(810)
Remboursement du capital de la dette	(101 470)	(96 868)
<b>Flux de trésorerie de financement</b>	<b>213 020</b>	<b>350 692</b>
<b>Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de l'exercice	275 848	87 997
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	300 001	212 004
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice</b>	<b>575 849 \$</b>	<b>300 001 \$</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

VILLE D'OTTAWA

**TABLEAU 1 – TABLEAU DES INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉ**

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 [en milliers de dollars] [note 18]

<b>PRODUITS</b>	Affaires gouverne- mentales	Protection	Routes, circulation et station- nement	Transport en commun	Services environne- mentaux	Services de santé
Taxes	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Transferts gouvernementaux – provinciaux	544	7 777	1 124	254 779	20 104	88 906
Transferts gouvernementaux – fédéraux	75	2	327	228 365	155	74
Redevances et frais d'utilisation	13 709	66 174	26 378	177 584	310 731	1 109
Immobilisations corporelles reçues sous forme d'apports	0	0	48 775	0	129 234	0
Redevances d'aménagement	476	2 104	48 421	27 646	14 012	0
Amendes et pénalités	715	10 548	0	0	0	0
Autres	99	318	2 861	(182)	2 340	0
<b>Total des produits</b>	<b>15 618</b>	<b>86 923</b>	<b>127 886</b>	<b>688 192</b>	<b>476 576</b>	<b>90 089</b>
<b>CHARGES</b>	Affaires gouverne- mentales	Protection	Routes, circulation et station- nement	Transport en commun	Services environne- mentaux	Services de santé
Salaires et avantages sociaux	72 678	427 493	126 167	275 703	78 315	119 587
Services généraux et à contrat	6 911	13 443	35 596	30 499	76 259	7 345
Matériaux, équipement et fournitures	18 654	42 669	96 901	109 388	52 198	13 907
Intérêts débiteurs	1 821	2 302	25 893	11 541	16 320	1 349
Loyers et charges financières	15 265	8 285	3 782	14 723	4 020	2 331
Virements à l'externe	(8 971)	8 901	(16 167)	(8 373)	4 397	(1 420)
Amortissement	802	11 518	78 474	57 123	81 328	4 361
Perte (gain) sur cession	333	5 770	14 980	5 180	13 982	769
<b>Total des charges</b>	<b>107 493</b>	<b>520 381</b>	<b>365 626</b>	<b>495 784</b>	<b>326 819</b>	<b>148 229</b>
<b>SURPLUS (DÉFICIT) ANNUEL</b>	<b>(91 875) \$</b>	<b>(433 458) \$</b>	<b>(237 740) \$</b>	<b>192 408 \$</b>	<b>149 757 \$</b>	<b>(58 140) \$</b>

VILLE D'OTTAWA

**TABLEAU 1 – TABLEAU DES INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉ  
[SUITE]**

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 [en milliers de dollars] [note 18]

<b>PRODUITS</b>	Services sociaux et familiaux	Logements sociaux	Services récréatifs et culturels	Planification et développement	Autres	Total
Taxes	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 511 051 \$	1 511 051 \$
Transferts gouvernementaux – provinciaux	272 792	35 534	5 693	17 514	0	704 767
Transferts gouvernementaux – fédéraux	20	27 142	763	9 696	10 104	276 723
Redevances et frais d'utilisation	22 871	52 075	57 274	15 994	2 497	746 396
Immobilisations corporelles reçues sous forme d'apports	0	0	9 238	7 763	0	195 010
Redevances d'aménagement	0	0	48 876	5 796	14 600	161 931
Amendes et pénalités	0	0	1 116	0	12 087	24 466
Autres	2 800	5 449	1 481	26 189	69 881	111 236
<b>Total des produits</b>	<b>298 483</b>	<b>120 200</b>	<b>124 441</b>	<b>82 952</b>	<b>1 620 220</b>	<b>3 731 580</b>
<b>CHARGES</b>	Services sociaux et familiaux	Logements sociaux	Services récréatifs et culturels	Planification et développement	Autres	Total
Salaires et avantages sociaux	126 146	34 087	168 019	33 316	0	1 461 511
Services généraux et à contrat	5 393	9 322	28 265	25 687	0	238 720
Matériaux, équipement et fournitures	71 058	68 317	50 536	7 893	0	531 521
Intérêts débiteurs	1 719	9 852	6 989	2 884	0	80 670
Loyers et charges financières	4 632	2 450	8 230	511	0	64 229
Virements à l'externe	195 926	87 981	15 337	4 762	0	282 373
Amortissement	1 646	17 696	17 464	329	0	270 741
Perte (gain) sur cession	148	1 750	(673)	(1 961)	0	40 278
<b>Total des charges</b>	<b>406 668</b>	<b>231 455</b>	<b>294 167</b>	<b>73 421</b>	<b>0</b>	<b>2 970 043</b>
<b>SURPLUS (DÉFICIT) ANNUEL</b>	<b>(108 185) \$</b>	<b>(111 255) \$</b>	<b>(169 726) \$</b>	<b>9 531 \$</b>	<b>1 620 220 \$</b>	<b>761 537 \$</b>

VILLE D'OTTAWA

**TABLEAU 1 – TABLEAU DES INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉ  
[SUITE]**

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 [en milliers de dollars] [note 18]

<b>PRODUITS</b>	Affaires gouverne- mentales	Protection	Routes, circulation et station- nement	Transport en commun	Services environne- mentaux	Services de santé
Taxes	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Transferts gouvernementaux – provinciaux	109	7 546	16 179	69 371	6 642	83 889
Transferts gouvernementaux – fédéraux	269	5	6 755	59 973	413	59
Redevances et frais d'utilisation	14 707	64 642	25 971	176 396	309 885	1 994
Immobilisations corporelles reçues sous forme d'apports	0	0	59 612	0	171 495	0
Redevances d'aménagement	5	331	32 006	16 229	15 185	0
Amendes et pénalités	1 147	11 389	0	0	0	0
Autres	(474)	1 159	8 477	1 169	(4 343)	0
<b>Total des produits</b>	<b>15 763</b>	<b>85 072</b>	<b>149 000</b>	<b>323 138</b>	<b>499 277</b>	<b>85 942</b>
<b>CHARGES</b>	Affaires gouverne- mentales	Protection	Routes, circulation et station- nement	Transport en commun	Services environne- mentaux	Services de santé
Salaires et avantages sociaux	66 823	419 058	121 256	262 655	72 618	123 445
Services généraux et à contrat	9 208	9 912	23 226	21 649	82 783	6 285
Matériaux, équipement et fournitures	20 335	41 361	77 772	102 052	58 892	14 749
Intérêts débiteurs	1 787	2 167	19 390	11 413	14 653	1 407
Loyers et charges financières	13 216	10 974	6 469	12 359	2 837	2 379
Virements à l'externe	(8 369)	7 675	(16 478)	(1 771)	2 250	(1 831)
Amortissement	822	11 602	73 361	55 175	78 559	4 344
Perte sur cession	2 147	12 030	14 295	15 392	10 996	4 504
<b>Total des charges</b>	<b>105 969</b>	<b>514 779</b>	<b>319 291</b>	<b>478 924</b>	<b>323 588</b>	<b>155 282</b>
<b>SURPLUS (DÉFICIT) ANNUEL</b>	<b>(90 206) \$</b>	<b>(429 707) \$</b>	<b>(170 291) \$</b>	<b>(155 786) \$</b>	<b>175 689 \$</b>	<b>(69 340) \$</b>

VILLE D'OTTAWA

**TABLEAU 1 – TABLEAU DES INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉ  
[SUITE]**

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 [en milliers de dollars] [note 18]

<b>PRODUITS</b>	Services sociaux et familiaux	Logements sociaux	Services récréatifs et culturels	Planification et développement	Autres	Total
Taxes	0 \$	0 \$	0 \$	363 \$	1 462 434 \$	1 462 797 \$
Transferts gouvernementaux – provinciaux	269 027	33 727	3 289	3 698	9 733	503 210
Transferts gouvernementaux – fédéraux	0	27 215	83	3 562	9 919	108 253
Redevances et frais d'utilisation	23 301	48 222	57 070	13 475	1 379	737 042
Immobilisations corporelles reçues sous forme d'apports	0	1 026	6 757	693	0	239 583
Redevances d'aménagement	0	0	33 021	6 726	11 428	114 931
Amendes et pénalités	0	0	1 178	0	11 010	24 724
Autres	0	6 839	12 428	1 065	63 192	89 512
<b>Total des produits</b>	<b>292 328</b>	<b>117 029</b>	<b>113 826</b>	<b>29 582</b>	<b>1 569 095</b>	<b>3 280 052</b>
<b>CHARGES</b>	Services sociaux et familiaux	Logements sociaux	Services récréatifs et culturels	Planification et développement	Autres	Total
Salaires et avantages sociaux	129 179	33 163	165 060	31 869	0	1 425 126
Services généraux et à contrat	4 904	8 743	18 574	12 487	0	197 771
Matériaux, équipement et fournitures	69 725	65 451	51 146	6 586	0	508 069
Intérêts débiteurs	1 817	10 301	6 243	2 705	0	71 883
Loyers et charges financières	4 350	2 398	6 282	3 296	0	64 560
Virements à l'externe	205 153	83 687	13 842	3 130	0	287 288
Amortissement	1 570	17 602	20 073	335	0	263 443
Perte sur cession	2 840	175	13 653	277	0	76 309
<b>Total des charges</b>	<b>419 538</b>	<b>221 520</b>	<b>294 873</b>	<b>60 685</b>	<b>0</b>	<b>2 894 449</b>
<b>SURPLUS (DÉFICIT) ANNUEL</b>	<b>(127 210) \$</b>	<b>(104 491) \$</b>	<b>(181 047) \$</b>	<b>(31 103) \$</b>	<b>1 569 095 \$</b>	<b>385 603 \$</b>

## VILLE D'OTTAWA

### TABLEAU 2 – INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE CONDENSÉE CONSEIL DE LA BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE D'OTTAWA

Au 31 décembre 2013, avec informations comparatives pour 2012 [en milliers de dollars]

Le Conseil de la bibliothèque publique d'Ottawa est consolidé avec la Ville d'Ottawa. Le tableau suivant présente de l'information supplémentaire condensée au titre du Conseil de la bibliothèque publique d'Ottawa.

<b>Situation financière</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Actifs financiers	24 003 \$	24 477 \$
Passifs financiers	28 160	29 524
<b>Dette nette</b>	<b>(4 157)</b>	<b>(5 047)</b>
<b>Actifs non financiers</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Immobilisations corporelles	39 784	35 842
Charges payées d'avance	8	14
<b>Total des actifs non financiers</b>	<b>39 792</b>	<b>35 856</b>
<b>Surplus accumulé</b>	<b>35 635 \$</b>	<b>30 809 \$</b>

#### État des résultats consolidé

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, avec informations comparatives pour 2012 [en milliers de dollars]

<b>Produits</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Ville d'Ottawa	43 353 \$	41 719 \$
Province d'Ontario – Ministère de l'Infrastructure	1 391	33
Province d'Ontario – Ministère du Tourisme, du Sport et de la Culture	1 430	1 430
Redevances d'aménagement	3 237	0
Autres	2 529	3 558
<b>Total des produits</b>	<b>51 940</b>	<b>46 740</b>
<b>Charges</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Dépenses de fonctionnement	47 114	47 004
<b>Total des charges</b>	<b>47 114</b>	<b>47 004</b>
Surplus (déficit) annuel	4 826	(264)
<b>Surplus accumulé au début de l'exercice</b>	<b>30 809</b>	<b>31 073</b>
<b>Surplus accumulé à la fin de l'exercice</b>	<b>35 635 \$</b>	<b>30 809 \$</b>

**VILLE D'OTTAWA**  
**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**31 DÉCEMBRE 2013** [en milliers de dollars]

## **1. NATURE DES ACTIVITÉS**

La Ville d'Ottawa [la «Ville»] a été créée par l'adoption d'une loi provinciale le 20 décembre 1999 et a amorcé ses activités le 1<sup>er</sup> janvier 2001.

La Ville est responsable de la prestation de services municipaux tels que l'aide financière et l'aide à l'emploi, les soins de longue durée, les services communautaires et les bibliothèques, les services d'urgence et de sécurité publique, y compris les services de police et d'incendie et les services ambulanciers, ainsi que le transport, les services publics et les travaux publics, dont les routes, les égouts et les eaux usées, l'eau potable, la collecte et l'élimination des déchets.

À titre d'unique actionnaire de la Société de portefeuille Hydro Ottawa inc. et de la Société de logement communautaire d'Ottawa [«SLCO»], la Ville fournit également des services d'électricité et de logement aux résidents d'Ottawa. En 2009, la Société d'aménagement des terrains communautaires d'Ottawa et la Société d'aménagement communautaire du quartier du moulin de Manotick ont été fondées aux fins de la promotion et des améliorations des terrains communautaires dans la Ville grâce à la gestion des biens-fonds.

## **2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

### **Mode de présentation**

Les états financiers consolidés sont dressés par la direction conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public prescrites par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public [«CCSP»] des Comptables professionnels agréés du Canada [«CPA Canada»]. Comme la détermination précise de la valeur de nombreux actifs et passifs est tributaire d'événements futurs, la Ville a nécessairement recours à des estimations pour préparer les états financiers consolidés périodiques, lesquelles reposent sur un jugement éclairé.

### **Changement de méthode comptable**

Le 1<sup>er</sup> janvier 2013, la Ville a adopté le chapitre 3410, *Paiements de transfert*, du Manuel de comptabilité pour le secteur public. Ce changement a été appliqué de manière prospective à compter de la date d'adoption. Par conséquent, l'état des résultats consolidé reflète une augmentation des paiements de transfert de 177 600 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2013. De ces paiements, un montant de 96 065 \$ a été transféré aux fonds de réserve et sera passé en charges lorsque les charges connexes seront engagées.

**VILLE D'OTTAWA**  
**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**31 DÉCEMBRE 2013** [en milliers de dollars]

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES [SUITE]**

Le 1<sup>er</sup> janvier 2013, la Ville a également adopté le chapitre 3510, Recettes fiscales, du Manuel de comptabilité pour le secteur public. Cette adoption n'a eu aucune incidence.

**Entité publiante**

Les états financiers consolidés de la Ville présentent les actifs, les passifs, les produits et les charges des activités de tous les comités du Conseil, ainsi que des conseils et des zones d'amélioration commerciale («ZAC») et entités ci-après :

Commission des services policiers	ZAC du quartier chinois de la rue
Conseil de la bibliothèque publique d'Ottawa	Somerset
Conseil de santé d'Ottawa	ZAC de Glebe
Société de logement communautaire d'Ottawa	ZAC d'Orléans
Comité de gestion du Terrain de camping municipal Ottawa-Nepean	ZAC du couloir du chemin Carp
Société d'aménagement communautaire du quartier du moulin de Manotick	ZAC du village de Carp
Société d'aménagement des terrains communautaires d'Ottawa	ZAC de Vanier
Club de golf municipal Pine View	ZAC de Manotick
ZAC de la rue Bank	Administration du mail de la rue Sparks
ZAC de Westboro	ZAC du village Somerset
ZAC de la rue Sparks	ZAC de la rue Preston
	ZAC du Marché By
	ZAC de Rideau
	ZAC de Barrhaven
	ZAC de Wellington-Ouest
	ZAC de Kanata-Nord
	ZAC de Bell Corners

La totalité des actifs, des passifs, des produits et des charges interfonds ont été éliminés.

Le tableau 2 présente de l'information supplémentaire condensée au titre du Conseil de la bibliothèque publique d'Ottawa.

La Société de portefeuille Hydro Ottawa inc. et ses filiales sont comptabilisées selon la méthode modifiée de la comptabilisation à la valeur de consolidation, conformément à la méthode de comptabilisation généralement reconnue pour les entreprises publiques [voir la note 5]. Selon cette méthode, les méthodes comptables des entreprises ne sont pas rajustées pour les rendre conformes à celles de la Ville, et les opérations et soldes interorganismes ne sont pas éliminés.



**VILLE D'OTTAWA**  
**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**31 DÉCEMBRE 2013** *[en milliers de dollars]*

## **2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES [SUITE]**

### **Conseils scolaires**

Les recettes fiscales, les autres produits, les charges, les actifs et les passifs relatifs aux activités des conseils scolaires ne sont pas présentés dans les présents états financiers consolidés.

### **Produits et charges**

Les produits et les charges sont présentés selon la comptabilité d'exercice, qui permet de constater les produits à mesure qu'ils sont gagnés et qu'ils peuvent être mesurés, et de constater les charges à mesure qu'elles sont engagées et qu'elles peuvent être mesurées par suite de la réception des biens ou des services.

### **Utilisation d'estimations et incertitude quant à la mesure**

La préparation des états financiers consolidés selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses en ce qui concerne les avantages sociaux, les appels en matière d'évaluation et les provisions relatives à l'environnement. La Ville établit ces estimations et hypothèses en se fondant sur l'information dont elle dispose et en faisant appel à son jugement. Ces estimations et hypothèses peuvent différer considérablement des résultats réels.

### **Recettes fiscales**

Chaque année, la Ville impose et perçoit des taxes foncières aux fins municipales, des taxes scolaires pour le compte de la province d'Ontario [la «Province»] aux fins de l'éducation, des paiements versés en remplacement d'impôts, des charges au titre des améliorations locales et autres charges *[voir la note 16]*. L'autorité qui impose et perçoit les taxes foncières est établie en vertu de la *Loi sur les municipalités de 2001*, de la *Loi sur l'évaluation foncière*, de la *Loi sur l'éducation* et d'autres lois.

Les recettes fiscales se composent d'opérations sans contrepartie. Elles sont comptabilisées au cours de la période à laquelle la cotisation se rapporte et où des estimations raisonnables des montants peuvent être établies. Les produits annuels incluent également les ajustements au titre des nouvelles cotisations ou des appels liés aux exercices précédents.

### **Transferts gouvernementaux**

Les paiements de transfert sont des transferts des paliers administratifs supérieurs qui ne résultent pas de transactions d'échange et qui ne devraient pas être remboursés à l'avenir. Les paiements de transfert sont constatés au cours des exercices où ils se produisent, à condition qu'ils soient autorisés, que les critères d'admissibilité soient remplis et que des estimations raisonnables des montants puissent être effectuées.

**VILLE D'OTTAWA**  
**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**31 DÉCEMBRE 2013** [en milliers de dollars]

## **2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES [SUITE]**

### **Redevances et frais d'utilisation**

Les redevances et frais d'utilisation comprennent les tarifs du transport en commun, les tarifs des services publics (eau, eaux usées et déchets solides), les droits de permis d'utilisation de divers programmes et les frais relatifs à certaines activités. Les produits sont comptabilisés lorsque l'activité a lieu ou lorsque les services sont rendus.

### **Immobilisations corporelles reçues sous forme d'apports**

Les immobilisations corporelles reçues sous forme d'apports sont des actifs donnés sous forme de dons ou d'apports à la Ville par les promoteurs. Les produits sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel les actifs ont été reçus sous forme d'apports et comptabilisés à la juste valeur à la date de l'apport.

### **Redevances d'aménagement**

Les redevances d'aménagement sont des droits non récurrents prélevés par les municipalités sur les nouvelles propriétés résidentielles et non résidentielles qui servent à payer une partie des besoins en équipements d'infrastructure liés à la croissance. La *Loi de 1997 sur les redevances d'aménagement* fournit un cadre réglementaire et législatif pour l'Ontario que les municipalités doivent suivre pour imposer des redevances d'aménagement. Pour déterminer si une redevance d'aménagement doit être imposée, la municipalité doit d'abord réaliser une étude préliminaire. L'étude préliminaire permet de dégager un aperçu détaillé de la croissance prévue des utilisations résidentielles et non résidentielles de la municipalité et des services requis pour satisfaire aux exigences de la croissance, et donne un compte rendu des dépenses en immobilisations pour chaque projet d'infrastructure qui devra être mis en œuvre pour soutenir la croissance. Les taux sont établis dans un règlement, qui doit être conforme à la *Loi de 1997 sur les redevances d'aménagement*. En général, les redevances d'aménagement sont acquittées quand un permis de construire est émis et sont comptabilisées à titre de produits lorsque les charges connexes sont engagées. Les montants reçus qui ont trait à des produits qui seront gagnés au cours d'un exercice ultérieur sont reportés et comptabilisés à titre de produits reportés.

### **Autres produits**

Les autres produits comprennent les produits tirés de la compensation au titre des espaces verts, de la compensation au titre des stationnements et d'autres produits divers. Les produits sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les montants reçus qui ont trait à des produits qui seront gagnés au cours d'un exercice ultérieur sont reportés et comptabilisés à titre de produits reportés.

**VILLE D'OTTAWA**  
**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**31 DÉCEMBRE 2013** *[en milliers de dollars]*

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES [SUITE]**

**Instruments financiers**

Les instruments financiers de la Ville sont composés de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des débiteurs, des placements, des créditeurs et charges à payer, des intérêts courus, de la dette à long terme et des emprunts hypothécaires.

**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse et les placements très liquides dont les échéances initiales sont de 90 jours ou moins à compter de la date à laquelle les titres sont achetés.

**Placements**

Les placements sont comptabilisés au coût amorti moins les montants radiés afin de refléter une baisse permanente de la valeur. Les placements se composent de placements autorisés en vertu des dispositions de la *Loi sur les municipalités* et comprennent des instruments financiers émis par le gouvernement canadien et des banques des annexes I, II et III ainsi que des titres adossés à des créances et du papier commercial admissible. Les placements du fonds de dotation comprennent également des actions canadiennes et des obligations de sociétés autorisées par le Règlement provincial 438/97 et la politique de placement approuvée par le Conseil municipal. Les placements dont les échéances initiales sont supérieures à 90 jours sont inscrits à titre de placements à l'état de la situation financière consolidé.

**Provisions relatives à l'environnement**

La Ville constitue des provisions pour les coûts relatifs au respect des lois environnementales lorsqu'elle relève un cas de non-conformité et qu'elle peut raisonnablement déterminer les coûts de conformité auxdites lois.

Les coûts futurs estimatifs de remise en état des lieux sont examinés périodiquement, d'après l'information disponible et la législation gouvernementale. Si ces coûts sont jugés comme probables et peuvent être déterminés au prix d'efforts raisonnables, le montant des réclamations est comptabilisé à titre de charges de fonctionnement et compris dans les créditeurs et charges à payer à l'état de la situation financière consolidé.

**VILLE D'OTTAWA**  
**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**31 DÉCEMBRE 2013** *[en milliers de dollars]*

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES [SUITE]**

**Produits reportés**

Certains montants reçus en vertu de lois, de règlements ou de contrats peuvent uniquement être affectés à l'exécution de certains programmes ou à l'achèvement de certains travaux. En outre, la Ville perçoit certaines redevances et certains frais d'utilisation en contrepartie de services qu'elle n'a pas encore rendus. Ces montants sont présentés à titre de produits reportés et sont constatés à titre de produits au cours de l'exercice où les charges connexes sont engagées ou à condition que les critères d'admissibilité et les modalités soient respectés.

**Avantages sociaux**

La Ville a adopté les méthodes comptables suivantes en ce qui a trait aux régimes d'avantages sociaux :

a] Les coûts relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi sont constatés à titre de passifs lorsqu'il se produit un fait créant une obligation pour la Ville; ces coûts comprennent les paiements de revenus futurs prévus, les coûts liés au maintien des soins de santé et les honoraires versés aux administrateurs indépendants de ces régimes, calculés selon la valeur actualisée.

b] Les coûts des avantages complémentaires de retraite sont établis par calculs actuariels selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services et les hypothèses les plus probables de la direction concernant l'âge de départ à la retraite des salariés, la progression des salaires, les coûts prévus des soins de santé et le rendement des placements des régimes.

c] Les coûts des modifications des régimes au titre des services rendus antérieurement par les salariés doivent être constatés dans la période au cours de laquelle la modification est apportée. Les effets d'un gain ou d'une perte découlant de règlements ou de compressions sont passés en charges durant la période où ils surviennent. Les gains et les pertes actuariels nets liés aux avantages sociaux sont amortis sur la durée moyenne estimative résiduelle d'activité du groupe de salariés actifs concerné. Les avantages sociaux futurs sont actualisés à l'aide des taux d'intérêt actuels des obligations à long terme. Le coût des obligations au titre des assurances et de la sécurité professionnelle est établi par calcul actuariel et passé en charges.

d] Les coûts des prestations de cessation d'emploi et des absences rémunérées sont constatés lorsqu'il se produit un fait créant une obligation pour la Ville; ces coûts comprennent les paiements de revenus futurs prévus, les coûts liés au maintien des soins de santé et les honoraires versés aux administrateurs indépendants de ces régimes, calculés selon la valeur actualisée.

**VILLE D'OTTAWA**  
**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**31 DÉCEMBRE 2013** *[en milliers de dollars]*

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES [SUITE]**

**Régimes de retraite**

a] Les cotisations à un régime multiemployeurs à prestations déterminées sont passées en charges au moment où elles sont exigibles.

b] Les actifs des régimes de retraite dont la Ville est le promoteur sont déterminés conformément au chapitre SP 3250 du Manuel de comptabilité pour le secteur public. L'évaluation actuarielle de ces actifs est établie selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services validés. Elle repose également sur les hypothèses les plus probables de la direction, notamment celles concernant l'âge de départ à la retraite des salariés, la progression des salaires, ainsi que le rendement des placements des régimes qui est utilisé pour actualiser des prestations. L'actuaire est d'avis que ces hypothèses sont conformes à la pratique actuarielle reconnue. Les actifs des régimes sont évalués au moyen d'une valeur liée au marché, calculée sur une période ne dépassant pas trois ans.

**Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées**

Les charges estimatives de fermeture et d'entretien des décharges contrôlées de déchets solides sont établies en fonction des charges futures, rajustées selon l'inflation, et actualisées en dollars courants. Ces coûts sont présentés à titre de passifs dans l'état de la situation financière consolidé.

**Actifs non financiers**

Les actifs non financiers ne peuvent être utilisés par la Ville pour acquitter des dettes existantes; ils sont destinés à être utilisés pour la fourniture de services. Ces actifs non financiers ont une durée de vie utile s'étendant au-delà de l'exercice considéré et ne sont pas destinés à la vente dans le cours normal des activités.

a] Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, lequel comprend les montants directement liés à l'acquisition, à la construction, au développement ou à la mise en valeur d'un actif. Les coûts, moins la valeur résiduelle, des immobilisations corporelles, compte non tenu du terrain, sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie utile estimative comme suit :

**VILLE D'OTTAWA**  
**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**31 DÉCEMBRE 2013** *[en milliers de dollars]*

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES [SUITE]**

<b>Actifs – Durée de vie utile – années</b>	<b>Minimum</b>	<b>Maximum</b>
Bâtiments et améliorations	20	80
Infrastructure linéaire – routes	50	75
Infrastructure linéaire – aqueduc/eaux usées	50	100
Améliorations foncières	50	200
Machinerie et immobilisations de production	10	50
Véhicules	5	15

Les actifs en cours de construction ne sont pas amortis. L'amortissement des actifs commence au cours du mois qui suit la date de mise en service.

b] Immobilisations corporelles reçues sous forme d'apports

Les immobilisations corporelles reçues sous forme d'apports ont été comptabilisées à leur juste valeur marchande à la date de l'apport et sont présentées dans les produits de l'exercice au cours duquel elles sont reçues sous forme d'apports.

c] Actifs incorporels

Les actifs incorporels et les ressources naturelles qui n'ont pas été achetés ne sont pas comptabilisés à titre d'actifs dans les états financiers consolidés.

d] Capitalisation des intérêts

La politique de la Ville à l'égard des immobilisations corporelles ne permet pas la capitalisation des intérêts débiteurs payés par la Ville relativement à l'acquisition ou à la construction d'une immobilisation corporelle.

e] Contrats de location

Les contrats de location sont classés comme des contrats de location-exploitation ou des contrats de location-acquisition. Les contrats de location qui prévoient le transfert de pratiquement la totalité des avantages et des risques inhérents à la propriété du bien immobilier sont comptabilisés à titre de contrats de location-acquisition. Tous les autres contrats de location sont comptabilisés à titre de contrats de location-exploitation, et les paiements s'y rapportant sont imputés aux charges à mesure qu'ils sont versés.

f] Stocks

Les stocks détenus à des fins de consommation sont comptabilisés au moindre du coût ou du coût de remplacement.

**VILLE D'OTTAWA**  
**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**31 DÉCEMBRE 2013** [en milliers de dollars]

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES [SUITE]**

**Réserves et fonds de réserves**

Les réserves et les fonds de réserves comprennent les fonds mis de côté par le Conseil à des fins précises [voir la note 14].

Conformément à la politique de placement du fonds de dotation adoptée par le Conseil municipal, les revenus de placement sont versés à la Ville au moindre de 6,5 % ou des revenus réels du fonds de dotation. Le Conseil municipal a prévu qu'un solde minimum de 200 000 \$ sera conservé dans le fonds de dotation. Les revenus qui excèdent le taux cible de 6,5 % sont conservés par le fonds. En 2013, un montant s'élevant à 18 183 \$ [9 698 \$ en 2012] a été distribué par le fonds de dotation.

**3. DÉBITEURS**

Les débiteurs comprennent ce qui suit :

<b>Débiteurs</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Taxes et frais d'utilisation	<b>124 585 \$</b>	94 611 \$
Gouvernement fédéral	<b>138 475</b>	57 534
Gouvernement de l'Ontario	<b>117 108</b>	75 276
Comptes clients	<b>56 806</b>	60 777
<b>Total des débiteurs</b>	<b>436 974 \$</b>	288 198 \$

**4. PLACEMENTS**

Les placements sont composés de ce qui suit :

<b>Placements</b>	<b>Coût 2013</b>	<b>Coût 2012</b>	<b>Valeur marchande 2013</b>	<b>Valeur marchande 2012</b>
Débiteures de la Ville d'Ottawa	<b>11 131 \$</b>	13 087 \$	<b>12 038 \$</b>	14 348 \$
Gouvernement fédéral	<b>257 397</b>	310 250	<b>260 349</b>	315 583
Gouvernement provincial	<b>121 526</b>	122 464	<b>123 839</b>	127 073
Gouvernement municipal	<b>115 605</b>	102 131	<b>119 856</b>	108 527
Banques	<b>282 295</b>	438 614	<b>283 775</b>	440 922
Fonds de dotation	<b>178 404</b>	184 592	<b>212 507</b>	204 825
Autres	<b>79 395</b>	74 408	<b>79 532</b>	74 773
<b>Total</b>	<b>1 045 753 \$</b>	1 245 546 \$	<b>1 091 896 \$</b>	1 286 051 \$

Le rendement moyen pondéré des placements détenus au 31 décembre 2013 était de 3,16 % [3,49 % en 2012]. Les placements viennent à échéance du 3 janvier 2014 au 19 avril 2030 [du 2 janvier 2013 au 19 avril 2030 en 2012].

**VILLE D'OTTAWA**  
**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**31 DÉCEMBRE 2013** *[en milliers de dollars]*

**5. PLACEMENTS DANS DES ENTREPRISES PUBLIQUES**

Les placements se composent de ce qui suit :

<b>Placements dans des entreprises publiques</b>	<b>Actifs nets 2013</b>	<b>Actifs nets 2012</b>	<b>Quote-part du bénéfice 2013</b>	<b>Quote-part du bénéfice 2012</b>
Société de portefeuille				
Hydro Ottawa inc. a]	<b>381 726 \$</b>	366 318 \$	<b>34 008 \$</b>	30 778 \$
Club de golf municipal Pine View b]	<b>0</b>	0	<b>0</b>	372
<b>Total</b>	<b>381 726 \$</b>	<b>366 318 \$</b>	<b>34 008 \$</b>	<b>31 150 \$</b>

a] **Placement [détenu à 100 %] dans la Société de portefeuille Hydro Ottawa inc.**

Le tableau ci-dessous présente l'information financière supplémentaire condensée au titre de la Société de portefeuille Hydro Ottawa inc. :

<b>Situation financière [au 31 décembre]</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Actifs à court terme	<b>183 491 \$</b>	171 671 \$
Immobilisations	<b>791 782</b>	721 847
Autres actifs	<b>33 077</b>	32 292
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 008 350</b>	925 810
<b>Passif</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Passifs à court terme	<b>162 032</b>	234 103
Autres passifs	<b>464 592</b>	325 389
<b>Total du passif</b>	<b>626 624</b>	559 492
<b>Actif net</b>	<b>381 726</b>	366 318
<b>Actif net constitué du placement dans la Société de portefeuille Hydro Ottawa inc.</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Actions ordinaires [100 %]	<b>228 453</b>	228 453
Bénéfices non répartis	<b>153 273</b>	137 865
<b>Actif net</b>	<b>381 726</b>	366 318
<b>Résultats de fonctionnement [pour l'exercice clos le 31 décembre]</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Total des produits	<b>976 367</b>	900 495
Total des charges	<b>942 359</b>	869 717
<b>Bénéfice net</b>	<b>34 008 \$</b>	30 778 \$



**VILLE D'OTTAWA**  
**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**31 DÉCEMBRE 2013** [en milliers de dollars]

**5. PLACEMENTS DANS DES ENTREPRISES PUBLIQUES [SUITE]**

La Ville, à titre de porteur d'actions ordinaires de la Société de portefeuille Hydro Ottawa inc., a le droit de recevoir des dividendes relativement aux activités de 2013 lorsqu'ils sont déclarés par le conseil d'administration de la Société de portefeuille Hydro Ottawa inc. Des dividendes totalisant 18 600 \$ [16 600 \$ en 2012] ont été reçus en 2013 relativement aux activités de 2012.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, la Ville a versé à la Société de portefeuille Hydro Ottawa inc. des produits de 33 852 \$ [33 995 \$ en 2012] à l'égard de la vente de produits et services d'électricité, de 3 584 \$ [3 370 \$ en 2012] au titre de la consultation en gestion de l'énergie et de 7 684 \$ [4 017 \$ en 2012] au titre d'autres services. Certains services principalement liés aux redevances d'eau et d'égout, au carburant et aux permis ont été acquis auprès de la Ville pour un montant de 1 183 \$ [730 \$ en 2012], des impôts fonciers de 2 053 \$ [1 849 \$ en 2012] ont été payés et des redevances de 176 \$ [165 \$ en 2012] ont été versées.

Au 31 décembre 2013, la Société de portefeuille Hydro Ottawa inc. avait un solde à recevoir de 6 197 \$ [5 800 \$ en 2012] de la Ville et un montant à payer de 268 \$ [89 \$ en 2012] à la Ville relativement à la construction et à l'exploitation d'installations de production et d'un système de récupération des gaz à l'emplacement de la décharge contrôlée du chemin Trail à Ottawa. Ces montants sont inclus dans l'état de la situation financière consolidé de la Ville à titre respectivement de créancier et de débiteur.

**b) Placement [détenu à 100 %] dans le Club de golf municipal Pine View**

En 2012, le Club de golf municipal Pine View a été reclassé étant donné qu'il ne correspondait plus à la définition d'une entreprise publique. Il est maintenant présenté comme un autre organisme public consolidé. La quote-part du bénéfice d'entreprises publiques présentée dans l'état des résultats consolidé de 2012 comprenait un ajustement d'un montant de 372 \$ en lien avec ce reclassement. Le changement de statut, comptabilisé de manière prospective, a été reflété ligne par ligne. Les actifs, les passifs, les produits et les charges du Club de golf municipal Pine View sont présentés dans ces états financiers.

**6. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER**

Les créanciers et charges à payer comprennent ce qui suit :

<b>Créanciers et charges à payer</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Dettes fournisseurs et charges à payer	<b>569 169 \$</b>	394 834 \$
Avantages sociaux futurs capitalisés	<b>98 417</b>	76 271
Charges salariales à payer et retenues à la source	<b>68 629</b>	73 448
<b>Total des créanciers et charges à payer</b>	<b>736 215 \$</b>	544 553 \$

**VILLE D'OTTAWA**  
**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**31 DÉCEMBRE 2013** [en milliers de dollars]

**7. PRODUITS REPORTÉS**

Les produits reportés mis de côté à des fins précises en vertu de lois, de règlements ou de contrats sont comme suit :

<b>Produits reportés</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Redevances d'aménagement	<b>355 510 \$</b>	402 309 \$
<i>Loi permettant d'investir en Ontario</i>	<b>0</b>	27 578
Taxe sur l'essence	<b>0</b>	53 600
Initiative d'investissement dans l'infrastructure municipale	<b>0</b>	945
Autres paiements de transfert	<b>33 827</b>	7 434
Autres produits reportés	<b>33 997</b>	38 928
Code du bâtiment	<b>51 959</b>	48 489
Compensation au titre des espaces verts	<b>26 417</b>	13 659
Compensation au titre des stationnements	<b>5 133</b>	4 250
<b>Total des produits reportés</b>	<b>506 843 \$</b>	597 192 \$

**8. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS ET RÉGIMES DE RETRAITE**

Les avantages sociaux futurs et régimes de retraite comprennent ce qui suit :

<b>Avantages sociaux futurs et régimes de retraite</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Avantages sociaux futurs	<b>421 040 \$</b>	417 496 \$
Caisse de retraite de la Ville d'Ottawa	<b>24 985</b>	27 945
Régime de retraite des employés d'OC Transpo	<b>(10 102)</b>	(12 286)
<b>Total</b>	<b>435 923 \$</b>	433 155 \$

a] Avantages sociaux futurs

Les passifs au titre des avantages sociaux futurs sont constatés déduction faite des montants financés par la Ville. La partie capitalisée des passifs au titre des avantages sociaux futurs représente la charge de fonctionnement cumulative qui a été constatée à l'état des résultats consolidé et comptabilisée dans les créditeurs et charges à payer à l'état de la situation financière consolidé.

VILLE D'OTTAWA  
 NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
 31 DÉCEMBRE 2013 [en milliers de dollars]

8. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS ET RÉGIMES DE RETRAITE [SUITE]

Les passifs au titre des avantages sociaux futurs de la Ville au 31 décembre 2013, avec informations comparatives pour 2012, sont comme suit :

Avantages sociaux futurs	Bruts Capitalisés 2013	Non capitalisés 2013	Non capitalisés 2013	Bruts Capitalisés 2012	Non capitalisés 2012	Non capitalisés 2012
Avantages complémentaires de retraite	189 439 \$	(7 359) \$	182 080 \$	181 312 \$	(3 089) \$	178 223 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	182 009	(56 594)	125 415	166 449	(41 884)	124 565
CSPAAT	102 530	0	102 530	102 793	0	102 793
Vacances annuelles	45 479	(34 464)	11 015	43 213	(31 298)	11 915
<b>Total</b>	<b>519 457 \$</b>	<b>(98 417) \$</b>	<b>421 040 \$</b>	<b>493 767 \$</b>	<b>(76 271) \$</b>	<b>417 496 \$</b>

Les régimes de retraite à prestations déterminées ayant trait aux avantages complémentaires de retraite et aux avantages postérieurs à l'emploi offrent différents avantages aux salariés retraités ainsi qu'aux salariés actifs et aux salariés en congé d'invalidité de longue durée, y compris une assurance salaire, une assurance médicale, une assurance dentaire, une assurance vie, des indemnités d'accident du travail et des crédits de congé de maladie.

La Ville est un employeur de l'annexe 2 en vertu de la *Loi sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail* et, à ce titre, elle est entièrement responsable du financement de ses frais d'assurance pour la sécurité professionnelle. Les obligations à payer représentent la valeur actualisée des prestations futures liées aux réclamations existantes.

La continuité des avantages complémentaires de retraite et des avantages postérieurs à l'emploi de 2013 se présente comme suit :

Avantages complémentaires de retraite et postérieurs à l'emploi	Avantages complémentaires de retraite	Avantages postérieurs à l'emploi	Total
<b>Solde au début de l'exercice</b>	181 312 \$	166 449 \$	347 761 \$
Coût des prestations au titre des services rendus au cours de l'exercice / coût des nouvelles réclamations	8 814	31 075	39 889
Intérêts débiteurs	6 485	6 171	12 656
Amortissement de la perte actuarielle	1 393	1 895	3 288
Prestations versées	(8 565)	(23 581)	(32 146)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>189 439 \$</b>	<b>182 009 \$</b>	<b>371 448 \$</b>

**VILLE D'OTTAWA**  
**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**31 DÉCEMBRE 2013** *[en milliers de dollars]*

**8. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS ET RÉGIMES DE RETRAITE [SUITE]**

Les charges au titre des avantages complémentaires de retraite et des avantages postérieurs à l'emploi, d'un montant de 55 833 \$ [54 339 \$ en 2012], sont constatées à l'état des résultats consolidé.

Les passifs au titre des avantages complémentaires de retraite et des avantages postérieurs à l'emploi sont calculés en fonction des débours futurs estimatifs exigés en vertu d'ententes contractuelles avec diverses unités de négociation de salariés municipaux. Ces estimations reposent sur un certain nombre d'hypothèses à l'égard des coûts prévus des prestations, qui dépendent de la composition démographique des divers groupes, des taux d'inflation et des taux d'intérêt futurs. La Ville a engagé un cabinet d'actuariat-conseil pour établir l'obligation de la Ville à l'égard des avantages complémentaires de retraite et des avantages postérieurs à l'emploi.

En raison de la complexité de l'évaluation des régimes, les évaluations actuarielles sont effectuées de façon périodique. Les passifs présentés dans les présents états financiers consolidés reposent sur une évaluation au 30 septembre 2013, extrapolée jusqu'au 31 décembre 2013.

Des gains ou des pertes sont enregistrés chaque année par suite de modifications apportées aux hypothèses ou de corrections ou clarifications apportées à la conception du régime par la Ville. Ces gains et ces pertes sont amortis sur la durée moyenne estimative résiduelle d'activité des groupes de salariés actifs concernés à partir de l'exercice qui suit la perte. L'amortissement d'un gain actuariel de 25 928 \$ en 2013 commencera à l'exercice 2014.

Un certain nombre d'estimations et d'hypothèses sont utilisées pour déterminer l'évaluation actuarielle des régimes d'avantages sociaux. Les hypothèses actuarielles importantes retenues par la Ville pour évaluer ses obligations et coûts découlant des prestations constituées pour les avantages complémentaires de retraite et les avantages postérieurs à l'emploi sont les suivantes :

<b>Hypothèses actuarielles</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Taux d'actualisation	3,80 %	3,25 %
Taux d'inflation	2,25 %	2,25 %
Taux de croissance des salaires	1,97 % à 2,5 % en 2014 1,97 % à 2,5 % en 2015  2,0 % à 2,5 % en 2016 et par la suite	1,50 % à 2,0 % en 2012 1,75 % à 2,0 % en 2013 1,97 % à 2,0 % en 2014 1,97 % à 2,25 % en 2015 2,0 % par année en 2016 et par la suite
Taux d'inflation des soins de santé	6,57 % diminuant graduellement à 4,5 % en 2029	6,87 % diminuant graduellement à 4,5 % en 2029

**VILLE D'OTTAWA**  
**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**31 DÉCEMBRE 2013** *[en milliers de dollars]*

**8. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS ET RÉGIMES DE RETRAITE [SUITE]**

b] Régimes de retraite

i] Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario

La Ville cotise au Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario [«RREMO»], régime de retraite multiemployeurs, au nom de la plupart de ses salariés.

Le régime est un régime à prestations déterminées dans le cadre duquel le montant des prestations de retraite à verser aux salariés est déterminé en fonction des états de service et des taux de salaire. La cotisation de la Ville au RREMO pour 2013 a totalisé 109 400 \$ [93 142 \$ en 2012] au titre des services rendus au cours de l'exercice et est incluse à titre de charges dans l'état des résultats consolidé. Les salariés ont versé des cotisations égales à celles de la Ville pour ces deux exercices.

Le RREMO étant un régime de retraite multiemployeurs, la Ville ne comptabilise pas dans ses états financiers consolidés sa quote-part du déficit du régime de retraite de 8 300 000 \$ [8 603 000 \$ en 2012] d'après la juste valeur de marché des actifs du régime, puisque cette responsabilité incombe à l'ensemble des municipalités de l'Ontario et à leurs employés.

Le montant cotisé au RREMO au titre des services passés pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 a totalisé 641 \$ [572 \$ en 2012] et est présenté à titre de charges dans l'état des résultats consolidé.

ii] Caisse de retraite de la Ville d'Ottawa

La Ville est le promoteur de la Caisse de retraite de la Ville d'Ottawa, régime à prestations déterminées qui offre des prestations de retraite aux salariés en fonction des états de service et des taux de salaire. Par suite de l'instauration du RREMO, la Caisse de retraite de la Ville d'Ottawa est devenue un groupe fermé en 1965. Au 31 décembre 2013, le régime ne comptait aucun membre actif et comptait 703 prestataires. Au 31 décembre 2012, le régime ne comptait aucun membre actif et comptait 736 prestataires. En 2013, les prestations de retraite se sont élevées à 21 090 \$ [21 611 \$ en 2012]. Aucune cotisation des salariés ni aucune cotisation correspondante de l'employeur à ce régime de retraite n'a été requise en 2013 ou en 2012 pour les services rendus au cours de ces exercices. Les cotisations de l'employeur pour les services passés se sont élevées à 3 258 \$ en 2013 [3 258 \$ en 2012].

**VILLE D'OTTAWA**  
**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**31 DÉCEMBRE 2013** *[en milliers de dollars]*

**8. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS ET RÉGIMES DE RETRAITE [SUITE]**

Le passif présenté au titre des prestations constituées est comme suit :

<b>Caisse de retraite de la Ville d'Ottawa</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Actifs de la caisse de retraite à la fin de l'exercice	<b>182 225 \$</b>	186 005 \$
Obligation découlant des prestations constituées à la fin de l'exercice	<b>222 947</b>	212 981
<b>Déficit du régime</b>	<b>40 722</b>	26 976
Gains actuariels non amortis (pertes actuarielles non amorties)	<b>(15 737)</b>	969
Passif à la fin de l'exercice	<b>24 985</b>	27 945
<b>Passif au titre des prestations constituées</b>	<b>24 985</b>	27 945

<b>Charges</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Charge au titre du régime de retraite, y compris la variation de la provision pour moins-value	<b>(969)</b>	(2 363)
Charge d'intérêts au titre du régime de retraite	<b>1 267</b>	1 475
<b>Total des charges au titre du régime de retraite</b>	<b>298 \$</b>	(888) \$

Il n'y a pas de durée résiduelle d'activité dans ce régime.

L'évaluation actuarielle réalisée aux fins comptables était fondée sur un nombre d'hypothèses qui reposent sur les hypothèses les plus probables de la direction et qui sont conformes à la pratique actuarielle reconnue. Le taux d'inflation a été estimé à 2,25 % [2,0 % en 2012], et le taux d'actualisation a été estimé à 5,00 % [5,00 % en 2012].

Les obligations au titre des prestations constituées et les coûts découlant des prestations de retraite fluctueront à l'avenir en raison des modifications futures aux méthodes et hypothèses actuarielles, à la participation aux régimes, aux dispositions du régime et aux règles législatives, ou par suite de gains ou de pertes actuariels futurs. Une évolution des résultats dans un sens différent de celui établi selon les hypothèses entraînera des gains ou des pertes qui seront compris dans le cadre d'évaluations comptables futures.

Le passif présenté au titre des prestations ci-dessus a été reflété dans l'état de la situation financière consolidé.

La dernière évaluation actuarielle aux fins de la capitalisation qui a été déposée, en date du 31 décembre 2010, établissait un déficit de 32 352 \$ selon la continuité de l'exploitation. Ce déficit selon la continuité de l'exploitation est amorti sur 15 ans à partir de 2012, et la Ville versera une cotisation annuelle de 3 258 \$ au régime.

La valeur marchande des actifs du régime au 31 décembre 2013 s'élevait à 198 155 \$ [191 374 \$ en 2012].

**VILLE D'OTTAWA**  
**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**31 DÉCEMBRE 2013** [en milliers de dollars]

**8. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS ET RÉGIMES DE RETRAITE [SUITE]**

- iii] Fonds de pension des employés de la Commission de transport régionale d'Ottawa-Carleton

La Ville est le promoteur du Fonds de pension de la Commission de transport régionale d'Ottawa-Carleton [«OC Transpo»], régime à prestations déterminées qui offre des prestations de retraite aux salariés en fonction des états de service et des taux de salaire. En date du 1<sup>er</sup> janvier 1999, OC Transpo a adopté le RREMO pour tous les salariés et les nouveaux membres du personnel afin de comptabiliser les prestations futures. Les membres du personnel qui prennent leur retraite et qui ont été en service avant 1999 et après 1998 recevront des revenus de retraite en vertu des deux régimes. Au cours de 2013, les prestations de retraite nettes se sont élevées à 25 352 \$ [25 590 \$ en 2012]. Aucune cotisation des salariés ni aucune cotisation correspondante de l'employeur à ce régime de retraite n'a été requise en 2013 ou en 2012 pour les services rendus au cours de ces exercices. Au cours de 2013, les cotisations de l'employeur pour les services passés se sont élevées à 4 372 \$ [2 664 \$ en 2012].

L'actif présenté au titre du régime est comme suit :

<b>Régime de retraite des employés d'OC Transpo</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Actifs de la caisse de retraite à la fin de l'exercice	<b>569 143 \$</b>	550 857 \$
Obligation découlant des prestations constituées à la fin de l'exercice	<b>601 459</b>	576 321
<b>Passif au titre des prestations constituées</b>	<b>32 316</b>	25 464
Pertes actuarielles non amorties	<b>(42 418)</b>	(37 750)
Actif à la fin de l'exercice	<b>10 102</b>	12 286
Provision pour moins-value	<b>0</b>	0
<b>Actif présenté au titre du régime</b>	<b>10 102</b>	12 286
<b>Charges</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Charge au titre du régime de retraite, y compris la variation de la provision pour moins-value	<b>5 393</b>	(5 654)
Charge d'intérêts au titre du régime de retraite	<b>1 164</b>	546
<b>Total des charges au titre du régime de retraite</b>	<b>6 557 \$</b>	(5 108) \$

La durée moyenne estimative résiduelle d'activité de ce régime est de six ans.

La valeur marchande des actifs du régime au 31 décembre 2013 s'élevait à 566 109 \$ [540 288 \$ en 2012].

**VILLE D'OTTAWA**  
**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**31 DÉCEMBRE 2013** *[en milliers de dollars]*

**8. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS ET RÉGIMES DE RETRAITE [SUITE]**

L'évaluation actuarielle réalisée aux fins comptables était fondée sur un nombre d'hypothèses qui reposent sur les hypothèses les plus probables de la direction et qui sont conformes à la pratique actuarielle reconnue. Le taux d'inflation a été estimé à 2,25 % [2,00 % en 2012], le taux d'actualisation a été estimé à 5,25 % [5,00 % en 2012] et les prévisions salariales à long terme aux fins actuarielles ont été estimées à 2,50 % jusqu'en 2015, puis à 3,5 % par la suite [3,25 % pour toutes ces années en 2012].

Les obligations au titre des prestations constituées et les coûts découlant des prestations de retraite fluctueront à l'avenir en raison des modifications futures des méthodes et hypothèses actuarielles, de la participation aux régimes, des dispositions du régime et des règles législatives, ou par suite de gains ou de pertes actuariels futurs. Une évolution des résultats dans un sens différent de celui établi selon les hypothèses entraînera des gains ou des pertes qui seront compris dans le cadre d'évaluations comptables futures.

La dernière évaluation actuarielle aux fins de la capitalisation qui a été déposée, datée du 1<sup>er</sup> janvier 2013, établissait un déficit de solvabilité prévu par la loi de 108 462 \$ [98 168 \$ en 2012]. Ce dernier est amorti sur cinq ans à partir de 2013. En 2013, la Ville a fait une cotisation de 4 372 \$ [2 664 \$ en 2012] au régime et a augmenté le montant garanti au titre de la lettre de crédit de 17 114 \$ en remplacement des cotisations additionnelles, portant le solde de la lettre de crédit à 38 907 \$. De nombreuses estimations et hypothèses utilisées en 2013 pourraient considérablement changer avec la prochaine évaluation actuarielle détaillée.

L'actif présenté au titre du régime ci-dessus a été reflété dans l'état de la situation financière consolidé en diminution des avantages sociaux futurs et régimes de retraite.

**9. PASSIF AU TITRE DES ACTIVITÉS DE FERMETURE ET D'APRÈS-FERMETURE DES DÉCHARGES CONTRÔLÉES**

La *Loi sur la protection de l'environnement* de l'Ontario prescrit les exigences réglementaires en matière de fermeture et d'entretien des décharges contrôlées. En vertu de cette loi, la Ville est responsable des activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides. Les coûts relatifs à ces obligations sont inclus dans les charges de fonctionnement sur la durée résiduelle estimative des décharges contrôlées d'après l'utilisation.



**VILLE D'OTTAWA**  
**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**31 DÉCEMBRE 2013** *[en milliers de dollars]*

**9. PASSIF AU TITRE DES ACTIVITÉS DE FERMETURE ET D'APRÈS-FERMETURE DES DÉCHARGES CONTRÔLÉES [SUITE]**

La Ville possède deux décharges contrôlées en exploitation, soit la décharge contrôlée du chemin Trail et la décharge contrôlée Springhill, ainsi qu'une décharge non exploitée à l'égard de laquelle la Ville assume la totalité des coûts relatifs aux activités de fermeture et d'après-fermeture. Au 31 décembre 2013, la capacité restante de la décharge contrôlée du chemin Trail était d'environ 6 518 428 mètres cubes [6 399 588 mètres cubes en 2012], la totalité devant être utilisée d'ici l'exercice 2036. La capacité restante de la décharge contrôlée Springhill est d'environ 520 155 mètres cubes [511 048 mètres cubes en 2012] et devrait être utilisée d'ici l'exercice 2018. La capacité restante a augmenté en 2013 du fait que des données aériennes plus précises ont servi au calcul, ce qui a permis de déterminer que la capacité utilisée prévue avait été surestimée en 2012.

La fermeture de la décharge contrôlée du chemin Trail et de la décharge contrôlée Springhill comprendra le recouvrement des décharges, la mise en œuvre d'un système de régulation du drainage et l'aménagement de puits de surveillance de l'eau souterraine et d'installations de récupération des gaz. Les activités d'après-fermeture de ces décharges et des autres décharges non exploitées devraient se dérouler au cours des 25 prochaines années.

Le passif estimatif lié aux décharges contrôlées est déterminé en fonction des charges futures, ajustées d'après un taux d'inflation établi selon l'IPC moyen des dix dernières années de 1,79 % [1,98 % en 2012], et actualisées en dollars courants au moyen du taux d'emprunt à long terme moyen de la Ville de 4,29 % [3,25 % en 2012]. Au 31 décembre 2013, ce montant estimatif s'établissait à 9 649 \$ [10 599 \$ en 2012] et il figure à titre de passif dans l'état de la situation financière consolidé. Afin de réduire les incidences futures de ces obligations, la Ville a financé un montant de 3 038 \$ [2 603 \$ en 2012] au titre de ce passif. Le montant financé est inclus dans les créiteurs et les charges à payer de l'état de la situation financière consolidé.

Les charges totales estimatives pour la période de 25 ans suivant la fermeture s'élèvent à environ 30 396 \$.

**VILLE D'OTTAWA**  
**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**31 DÉCEMBRE 2013** [en milliers de dollars]

**10. DETTE À LONG TERME NETTE**

a] La dette à long terme nette présentée à l'état de la situation financière consolidé comprend ce qui suit :

<b>Dettes à long terme nette</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Débitures à versements échelonnés et à fonds d'amortissement émises à divers taux d'intérêt allant de 1,30 % à 6,20 %, dont les échéances s'échelonnent du 19 avril 2014 au 30 juillet 2053	<b>1 637 756 \$</b>	1 403 617 \$
Conventions de prêt bancaire et swaps de taux d'intérêt	<b>72 769</b>	80 089
Valeur totale des dépôts dans un fonds d'amortissement qui se sont accumulés jusqu'à la fin de l'exercice aux fins du remboursement des débitures à fonds d'amortissement incluses dans le montant ci-dessus	<b>(60 233)</b>	(47 795)
<b>Total</b>	<b>1 650 292 \$</b>	1 435 911 \$

b] Les paiements de capital, y compris les apports au fonds d'amortissement, des exercices à venir sont comme suit :

<b>Paiements de capital</b>	<b>\$</b>
2014	89 102
2015	90 619
2016	93 298
2017	95 872
2018	98 391
2019 et par la suite	920 917
<b>Total</b>	<b>1 388 199 \$</b>

Ces paiements de capital seront financés à même les recettes fiscales et les tarifs. Les intérêts créditeurs générés par le fonds d'amortissement devraient s'élever à environ 262 093 \$. Ils seront ajoutés au montant de 1 388 199 \$ présenté ci-dessus, et le montant total servira à rembourser la dette impayée de 1 650 292 \$.

c] La Ville recourt à des instruments financiers dérivés comprenant des swaps bancaires pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt lié à sa dette et aux fluctuations des prix des produits de base. La Ville ne recourt pas à des instruments financiers à des fins de négociation ou de spéculation.

La Ville a conclu des swaps de taux d'intérêt afin de gérer la volatilité des taux d'intérêt. La Ville a converti le montant notionnel de la dette à taux variable totalisant 72 769 \$ [80 089 \$ en 2012] en dette à taux fixe dont le taux d'intérêt varie de 2,33 % à 5,92 %. Les contrats d'instruments dérivés connexes sont en place jusqu'à l'échéance des dettes en 2021, 2022 et 2025.

**VILLE D'OTTAWA**  
**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**31 DÉCEMBRE 2013** *[en milliers de dollars]*

**10. DETTE À LONG TERME NETTE [SUITE]**

Ces swaps de taux d'intérêt, désignés ainsi par la Ville, sont des éléments de couverture des flux de trésorerie visant la dette à long terme à taux variable. La Ville a évalué la relation de couverture comme efficace. Si les swaps de taux d'intérêt avaient été annulés en date du 31 décembre 2013, la Ville aurait dû payer la valeur marchande de 898 \$ [3 079 \$ en 2012].

La Ville recourt à des swaps bancaires pour gérer les fluctuations des prix des produits de base. Ces swaps bancaires servent à établir un prix fixe à l'égard d'une quantité spécifique pour une période déterminée et sont réglés à des dates précises correspondant à la période déterminée. Les swaps entraînent un paiement à verser à la contrepartie ou à recevoir de celle-ci. Les gains (montants reçus) ou les pertes (montants versés) sont comptabilisés au cours de la période où le produit de base sous-jacent est livré.

Au 31 décembre 2013, la Ville avait conclu des swaps bancaires afin de couvrir 54 000 000 de litres [39 000 000 de litres en 2012] de carburant diesel pour les années civiles de 2014 et 2015 dont les dates d'échéance s'échelonnaient de janvier 2014 à décembre 2015 [janvier 2013 à décembre 2014 en 2012]. Si les swaps de produits de base avaient été annulés en date du 31 décembre 2013, la Ville aurait reçu de la contrepartie au swap la valeur marchande de 1 555 \$ [955 \$ en 2012].

d] La Ville a garanti des prêts de 102 690 \$ de façon à assurer le financement de l'aménagement de patinoires, la construction d'un siège social destiné aux services paramédicaux et l'établissement d'un centre d'arts dans le cadre d'un partenariat public-privé. Les garanties de la Ville concernant l'aménagement des patinoires et du siège social pour les services paramédicaux couvrent également les obligations des emprunteurs en vertu de contrats d'instruments dérivés sur taux d'intérêt afin de gérer la volatilité des taux d'intérêt. La Ville a converti une dette à taux variable de 73 800 \$ en dette à taux fixe variant de 3,47 % à 6,49 % pour ces trois garanties. Les contrats d'instruments dérivés connexes sont en vigueur jusqu'à l'échéance des dettes en 2044. La garantie de la Ville pour les prêts à l'égard du centre d'arts ne comporte pas de contrats d'instruments dérivés sur taux d'intérêt, puisque les prêts sont assortis d'un taux d'intérêt fixe.

e] Le 28 juin 2010, le Conseil de ville a autorisé un engagement de paiement garanti qui pourrait obliger la Ville à effectuer des paiements annuels pouvant atteindre 1 463 \$ à l'égard d'un prêt de 20 700 \$ pour la construction et l'exploitation d'un centre de commerce et d'exposition. La Ville a signé officiellement le contrat d'engagement le 15 avril 2011.

**VILLE D'OTTAWA**  
**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**31 DÉCEMBRE 2013** *[en milliers de dollars]*

**11. EMPRUNTS HYPOTHÉCAIRES À PAYER**

<b>Emprunts hypothécaires à payer</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Emprunts hypothécaires à payer sur des biens résidentiels à divers taux d'intérêt allant de 2,63 % à 8,0 %, garantis par la Société canadienne d'hypothèques et de logement, dont les échéances s'échelonnent du 1 <sup>er</sup> juillet 2014 au 1 <sup>er</sup> février 2029, et débentures à payer au ministère de l'Infrastructure de l'Ontario dont les échéances s'échelonnent de 2036 à 2043 à divers taux d'intérêt allant de 3,87 % à 4,96 %	<b>219 261 \$</b>	215 962 \$
Prêts-subventions liés au Programme Canada-Ontario de logement abordable et au Programme d'aide à la remise en état des logements	<b>2 619</b>	4 715
<b>Total</b>	<b>221 880 \$</b>	220 677 \$

a] Des débentures au titre des logements sociaux émises par la Société canadienne d'hypothèques et de logement d'un montant de 50 985 \$ [57 593 \$ en 2012] se rapportant à la SLCO ne figurent pas dans les présents états financiers consolidés, car elles relèvent de la province d'Ontario.

Les emprunts hypothécaires et les prêts-subventions sur des biens résidentiels sont régis par des ententes d'exploitation avec la province et la Société canadienne d'hypothèques et de logement et ne constituent pas une obligation directe ou indirecte pour la Ville.

En ce qui a trait aux débentures à payer au ministère de l'Infrastructure de l'Ontario, la SLCO a demandé à la Ville de transférer un montant équivalant aux versements annuels de capital et d'intérêts au ministère de l'Infrastructure de l'Ontario à même la subvention annuelle versée par la Ville.

Les prêts hypothécaires visant un grand nombre de propriétés de la SLCO ont fait l'objet d'un refinancement en 2013 à la suite d'évaluations détaillées. Ces évaluations ont permis à la SLCO d'emprunter des fonds supplémentaires tout en maintenant les mêmes paiements annuels sur la dette au titre des propriétés refinancées, pour un financement total de 12 396 \$ à des fins de réparation d'immobilisations futures.

b] Les remboursements du capital des exercices à venir sont comme suit :

<b>Remboursements du capital</b>	
2014	10 437 \$
2015	11 445
2016	12 313
2017	13 064
2018	13 702
2019 et par la suite	160 919
<b>Total</b>	<b>221 880 \$</b>

**VILLE D'OTTAWA**  
**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**31 DÉCEMBRE 2013** [en milliers de dollars]

**12. OBLIGATIONS LOCATIVES**

La Ville loue les installations et le matériel figurant ci-dessous :

<b>Obligations locatives</b>	<b>Immeubles de bureaux</b>	<b>Édifice des services paramédicaux</b>	<b>Centre des arts Shenkman</b>
Durée du bail	24 ans	30 ans	30 ans
Taux d'intérêt	6,00 %	5,79 %	4,99 %
Option d'achat	10 000 \$	néant	néant

Les paiements futurs minimaux en vertu des contrats de location-acquisition ci-dessus sont comme suit :

<b>Paiements futurs</b>	<b>Immeubles de bureaux</b>		<b>Édifice des services paramédicaux</b>		<b>Centre des arts Shenkman</b>		<b>Total</b>	
	<b>Capital</b>	<b>Intérêts</b>	<b>Capital</b>	<b>Intérêts</b>	<b>Capital</b>	<b>Intérêts</b>	<b>Capital</b>	<b>Intérêts</b>
2014	1 919 \$	3 236 \$	498 \$	1 097 \$	383 \$	1 820 \$	2 800 \$	6 153 \$
2015	2 034	3 120	525	1 068	441	1 799	3 000	5 987
2016	3 167	2 941	555	1 038	523	1 776	4 245	5 755
2017	3 560	2 739	586	1 005	629	1 747	4 775	5 491
2018	3 774	2 526	619	971	686	1 715	5 079	5 212
Par la suite	44 626	10 522	17 740	9 020	34 049	20 126	96 415	39 668
<b>Total</b>	<b>59 080 \$</b>	<b>25 084 \$</b>	<b>20 523 \$</b>	<b>14 199 \$</b>	<b>36 711 \$</b>	<b>28 983 \$</b>	<b>116 314 \$</b>	<b>68 266 \$</b>

**13. IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

<b>Coût</b>	<b>Bâtiments et améliorations</b>	<b>Infrastructure linéaire</b>			<b>Améliorations foncières</b>
		<b>Routes</b>	<b>Aqueduc/ eaux usées</b>	<b>Terrains</b>	
Solde au début de l'exercice	1 767 141 \$	2 756 237 \$	4 725 098 \$	2 583 758 \$	512 983 \$
Ajouts	81 377	239 758	196 759	53 920	22 452
Cessions	(813)	(24 704)	(18 943)	(5 120)	(1 057)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>1 847 705</b>	<b>2 971 291</b>	<b>4 902 914</b>	<b>2 632 558</b>	<b>534 378</b>

VILLE D'OTTAWA  
 NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
 31 DÉCEMBRE 2013 [en milliers de dollars]

13. IMMOBILISATIONS CORPORELLES [SUITE]

Amortissement cumulé	Bâtiments et améliorations	Infrastructure linéaire			Améliorations foncières
		Routes	Aqueduc/ eaux usées	Terrains	
Solde au début de l'exercice	675 013	1 179 905	1 126 320	0	178 129
Cessions	(118)	(14 949)	(6 030)	0	(651)
Dotation aux amortissements	41 651	53 198	63 955	0	12 611
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>716 546</b>	<b>1 218 154</b>	<b>1 184 245</b>	<b>0</b>	<b>190 089</b>
<b>Valeur comptable nette à la fin de l'exercice</b>	<b>1 131 159 \$</b>	<b>1 753 137 \$</b>	<b>3 718 669 \$</b>	<b>2 632 558 \$</b>	<b>344 289 \$</b>

Coût	Outillage et immobilisations corporelles	Véhicules	Actifs en cours de construction	Total 2013	Total 2012
Solde au début de l'exercice	1 192 406 \$	913 803 \$	1 225 014 \$	15 676 440 \$	15 000 903 \$
Ajouts	90 428	53 065	426 147	1 163 906	821 053
Cessions	(4 899)	(50 369)	(12 304)	(118 209)	(145 516)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>1 277 935</b>	<b>916 499</b>	<b>1 638 857</b>	<b>16 722 137</b>	<b>15 676 440</b>

Amortissement cumulé	Outillage et immobilisations corporelles	Véhicules	Actifs en cours de construction	Total 2013	Total 2012
Solde au début de l'exercice	414 648	286 307	0	3 860 322	3 652 276
Cessions	(3 396)	(42 724)	0	(67 868)	(55 397)
Dotation aux amortissements	32 382	66 944	0	270 741	263 443
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>443 634</b>	<b>310 527</b>	<b>0</b>	<b>4 063 195</b>	<b>3 860 322</b>
<b>Valeur comptable nette à la fin de l'exercice</b>	<b>834 301 \$</b>	<b>605 972 \$</b>	<b>1 638 857 \$</b>	<b>12 658 942 \$</b>	<b>11 816 118 \$</b>

**VILLE D'OTTAWA**  
**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**31 DÉCEMBRE 2013** *[en milliers de dollars]*

**13. IMMOBILISATIONS CORPORELLES [SUITE]**

**Œuvres d'art et trésors historiques**

En 1985, le Conseil municipal d'Ottawa a approuvé un programme sur l'art public visant à maintenir et à faire connaître la collection d'art de la Ville. La collection du programme sur l'art public de la Ville compte plus de 1 700 œuvres d'art. La Ville possède également la collection Firestone, qui réunit 1 605 œuvres d'art canadiennes historiques créées entre 1900 et 1980 et qui est présentée et gérée par la Galerie d'art d'Ottawa. Les œuvres d'art ne sont pas comptabilisées dans les états financiers consolidés de la Ville.

**Immobilisations corporelles reçues sous forme d'apports**

Les immobilisations corporelles reçues sous forme d'apports ont été comptabilisées à la juste valeur à la date de l'apport. La valeur des immobilisations corporelles reçues sous forme d'apports en 2013 s'établit à 195 010 \$ [239 583 \$ en 2012].

**14. SURPLUS ACCUMULÉ**

Le surplus accumulé comprend les surplus de fonds, les réserves et les fonds de réserve ainsi que la quote-part du bénéfice d'entreprises publiques.

<b>Surplus</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Investi dans les immobilisations corporelles	<b>10 645 694 \$</b>	9 995 324 \$
Fonds des dépenses en immobilisations – Financement des immobilisations excédentaire	<b>479 555</b>	465 956
Non capitalisé – Avantages sociaux futurs et régimes de retraite	<b>(435 923)</b>	(433 155)
Non capitalisé – Coûts liés aux activités de fermeture de décharges contrôlées	<b>(6 611)</b>	(7 996)
Non capitalisé – Divers	<b>(62 358)</b>	(39 792)
<b>Total du surplus</b>	<b>10 620 357</b>	9 980 337
<b>Réserves constituées par le Conseil</b>	<b>8 121</b>	9 711
<b>Fonds de réserve constitués par le Conseil pour répondre à des besoins spécifiques</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Fonds de dotation	<b>176 642</b>	183 361
Transport et services environnementaux	<b>154 669</b>	53 949
Logements sociaux et services de garde d'enfants	<b>71 802</b>	57 584
Remplacement d'équipement	<b>14 999</b>	15 814
Assurance	<b>2 368</b>	2 321
Avantages sociaux	<b>2 293</b>	2 749
Autres	<b>7 916</b>	7 212
<b>Total des fonds de réserve</b>	<b>430 689</b>	322 990
<b>Quote-part du bénéfice d'entreprises publiques [note 5]</b>	<b>381 726</b>	366 318
<b>Surplus accumulé</b>	<b>11 440 893 \$</b>	10 679 356 \$

**VILLE D'OTTAWA**  
**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**31 DÉCEMBRE 2013** [en milliers de dollars]

**15. ÉVENTUALITÉS ET ENGAGEMENTS**

a] Dans le cours normal de ses activités, la Ville fait l'objet de diverses réclamations et poursuites. Les litiges sont assujettis à de nombreuses incertitudes, et l'issue de chaque cas ne peut être prédite. Une provision pour ces réclamations a été comptabilisée dans les états financiers consolidés en fonction des estimations les plus probables de la direction relativement à l'issue. Si des réclamations sont réglées pour des montants dépassant les charges à payer établies, ce qui pourrait avoir un effet important sur les résultats financiers au cours de l'exercice où le règlement a lieu, les charges excédentaires seront imputées aux résultats à mesure qu'elles seront engagées.

b] La Ville a les obligations contractuelles suivantes au titre des travaux d'immobilisations au cours des cinq prochains exercices :

<b>Obligations contractuelles au titre des travaux d'immobilisations</b>	<b>\$</b>
2014	640 927
2015	324 925
2016	522 653
2017	142 740
2018	571 932

c] Les paiements que la Ville est tenue d'effectuer en vertu de contrats de location-exploitation d'immeubles et de matériel au cours des cinq prochains exercices se présentent comme suit :

<b>Contrats de location-exploitation d'immeubles et de matériel</b>	<b>\$</b>
2014	17 041
2015	14 849
2016	14 272
2017	11 914
2018	11 755

d] En février 2013, la Ville a conclu un contrat de construction, de service et d'entretien visant un réseau de transport en commun sur rail léger ainsi que l'élargissement de la route 417. L'entrepreneur doit concevoir, construire, approvisionner, tester, mettre en service, entretenir et financer le réseau de transport en commun sur rail léger d'Ottawa et élargir certaines sections de la route 417.

La Ville s'est engagée à verser un total de 1 491 736 \$, y compris les taxes applicables, dans le cadre d'une série de paiements d'étape et d'un paiement de disponibilité au titre du service du réseau de transport en commun sur rail léger et du service autoroutier au cours de la période de construction prévue entre 2014 et 2018.



**VILLE D'OTTAWA**  
**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**31 DÉCEMBRE 2013** [en milliers de dollars]

**15. ÉVENTUALITÉS ET ENGAGEMENTS [SUITE]**

La Ville s'est engagée à faire une série de paiements mensuels pendant la durée du contrat d'entretien et de service, qui s'échelonne sur 30 ans. Les paiements comprennent un montant de 48 141 \$ pour la première année d'exploitation en dollars «à la date de base» (2013) au titre des coûts de construction d'immobilisations reportés au-delà de la période de construction ainsi que des coûts d'entretien du réseau de transport en commun sur rail léger et des véhicules. Les paiements annuels seront ajustés à mesure que les niveaux de service changeront, et une tranche sera ajustée en fonction de l'inflation, selon les modalités du contrat. La Ville s'est également engagée à verser des paiements au titre des coûts du cycle de vie et des coûts d'entretien qui varieront selon les kilomètres de service.

e] Au 31 décembre 2013, la Société de portefeuille Hydro Ottawa inc. avait des engagements ouverts totalisant 40 714 \$, dont 32 312 \$ pour 2014, 6 806 \$ pour 2015, 1 552 \$ pour 2016 et 44 \$ pour 2017. Ces engagements visent une entente de services relative à un système informatique, des projets de construction, des achats de stocks et des services administratifs généraux et services souterrains.

f] La Ville a des engagements visant l'achat de temps de location de glace s'élevant à 2 657 \$ et 10 077 \$ selon deux ententes de partenariat public-privé. Les échéances de ces engagements sont prévues respectivement en 2027 et 2034.

g] La Ville a conclu des contrats à terme de gré à gré relatifs au gaz naturel afin de réduire la variation du prix du gaz naturel utilisé dans ses dépenses de chauffage. Les paiements que la Ville est tenue d'effectuer en vertu des contrats à terme de gré à gré relatifs au gaz naturel au cours des quatre prochains exercices se présentent comme suit :

<b>Contrats à terme de gré à gré relatifs au gaz naturel</b>	<b>\$</b>
2014	3 346
2015	1 878
2016	1 496
2017	744

h] En 2010, la Ville a conclu un contrat d'une durée de 20 ans relatif à la réorientation des déchets organiques. La Ville s'est engagée à réorienter 80 000 tonnes de déchets organiques à une usine de traitement du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars pour chaque année visée par le contrat. La valeur de l'engagement s'élève à 8 300 \$ par année. Les tarifs facturés sont indexés au taux de l'inflation. Tout manque à gagner au titre du volume de déchets organiques ayant fait l'objet d'une réorientation est payé par la Ville en vertu d'une clause obligeant à maintenir le volume des déchets sous peine de compensation prévue dans le contrat.

**VILLE D'OTTAWA**  
**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**31 DÉCEMBRE 2013** *[en milliers de dollars]*

**16. TAXES DISPONIBLES POUR LES BESOINS DE LA MUNICIPALITÉ**

<b>Taxes disponibles pour les besoins de la municipalité</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Taxes foncières	<b>1 772 597 \$</b>	1 736 976 \$
Paiement tenant lieu de taxes	<b>190 433</b>	176 914
Améliorations locales et autres frais	<b>5 862</b>	4 294
Moins les taxes scolaires	<b>(457 841)</b>	(455 387)
<b>Total des taxes disponibles pour les besoins de la municipalité</b>	<b>1 511 051 \$</b>	1 462 797 \$

**17. CHARGES SELON LEUR OBJET**

L'état des résultats consolidé présente les charges par fonction. Le tableau suivant présente ces mêmes charges selon leur objet :

<b>Charges selon leur objet</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Traitements, salaires et avantages sociaux	<b>1 461 511 \$</b>	1 425 126 \$
Services généraux et à contrat	<b>238 720</b>	197 771
Matériaux, équipement et fournitures	<b>531 521</b>	508 069
Intérêts débiteurs	<b>80 670</b>	71 883
Loyers et charges financières	<b>64 229</b>	64 560
Virements à l'externe	<b>282 373</b>	287 288
Amortissement	<b>270 741</b>	263 443
Perte sur cession	<b>40 278</b>	76 309
<b>Total des charges</b>	<b>2 970 043 \$</b>	2 894 449 \$

**18. INFORMATIONS SECTORIELLES**

Il incombe à la Ville d'Ottawa de fournir un large éventail de services à ses citoyens, y compris des services de police, d'incendie, d'ambulance, de transport en commun et d'approvisionnement en eau.

La Ville présente les informations sur ses secteurs fonctionnels et programmes dans ses états financiers consolidés d'une manière semblable à celle utilisée dans le Rapport d'information financière de l'Ontario.

Ces secteurs fonctionnels représentent des secteurs d'activité pour la Ville d'Ottawa, et des informations détaillées selon l'objet ont été présentées dans le tableau 1.

**VILLE D'OTTAWA**  
**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**31 DÉCEMBRE 2013** *[en milliers de dollars]*

**18. INFORMATIONS SECTORIELLES [SUITE]**

Voici une brève description de chaque secteur :

- Le secteur des affaires gouvernementales comprend le Conseil, l'administration et l'évaluation foncière de l'Ontario.
- Le secteur de la protection comprend les services de police, d'incendie et d'autres services de sécurité publique, qui veillent à la sécurité et à la protection de tous les citoyens en réduisant ou en éliminant les pertes de vie et de biens, en appliquant la loi et en préservant la paix et le bon ordre.
- Le secteur des routes, de la circulation et des services de stationnement comprend les aires de stationnement, les panneaux indicateurs et les signaux, les lampadaires et l'entretien des routes et des parcs de la Ville.
- Le secteur des transports en commun offre le transport public local aux citoyens. Il comprend également d'autres services, comme la planification et l'aménagement.
- Le secteur des services environnementaux inclut l'approvisionnement en eau et la distribution, le traitement des eaux usées et la collecte des déchets et le recyclage. Ces services assurent l'approvisionnement des résidents en eau potable, la rétention et le traitement des eaux usées ainsi que la collecte et le traitement adéquat des déchets et des articles recyclables.
- Le secteur des services de santé comprend les services paramédicaux et les services de santé publique. Les services de santé publique autorisés promeuvent et maintiennent des programmes de santé qui permettent d'accroître la santé des résidents. Les services paramédicaux procurent des soins d'urgence préhospitaliers opportuns et efficaces, et assurent le transport médical interhospitalier nécessaire.
- Le secteur des services sociaux et familiaux comprend l'aide sociale, les soins de longue durée et les services de garde d'enfants. Les services d'aide sociale déterminent et surveillent l'admissibilité des clients à l'aide financière et sociale et à l'aide à l'emploi. Les services de soins de longue durée fournissent des services de santé sécuritaires et supervisés aux aînés qui ne peuvent plus vivre à la maison. Les services de garde d'enfants offrent des places subventionnées en garderie et un financement à l'appui des subventions salariales, de l'équité salariale et des services adaptés.
- Le secteur des logements sociaux, en partenariat avec 120 organismes communautaires, fournit un éventail de services aux gens de la collectivité, notamment des services d'hébergement, de refuge, d'approche, de recherche et de stabilisation.

**VILLE D'OTTAWA**  
**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**31 DÉCEMBRE 2013** *[en milliers de dollars]*

**18. INFORMATIONS SECTORIELLES [SUITE]**

- Le secteur des services récréatifs et culturels inclut les services liés aux parcs, aux activités récréatives et à la culture ainsi que les services de bibliothèque. Les services liés aux parcs et aux activités récréatives élaborent et mettent sur pied des programmes récréatifs de haute qualité et aménagent et entretiennent des installations récréatives, des parcs et des terrains sportifs de façon à ce que tous les résidents aient la possibilité de mener un mode de vie sain. Les services culturels investissent dans des organismes sans but lucratif locaux qui offrent des services au nom de la Ville. Des services de bibliothèque sont offerts aux citoyens au moyen d'installations physiques, du bibliobus et de services virtuels et téléphoniques.
- Le secteur de la planification et du développement gère l'aménagement urbain dans le cadre des projets résidentiels et commerciaux ainsi que des projets d'infrastructures et de parcs.
- Le secteur autres comprend les produits provenant du montant des taxes, la quote-part des bénéfices d'entreprises publiques, les revenus de placement, les ventes de terrains, les produits des loteries partagés et les produits divers.

Les frais de soutien aux programmes relatifs aux charges ont été affectés à d'autres fonctions selon les lignes directrices et les méthodes décrites dans le Rapport d'information financière de l'Ontario.

Les méthodes comptables utilisées dans ces secteurs sont conformes à celles suivies dans la préparation des états financiers consolidés, comme il est mentionné à la note 2.

**19. ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE**

La Ville s'autoassure pour ce qui est des réclamations en matière de responsabilité civile jusqu'à concurrence d'un montant donné et possède une assurance externe pour les réclamations dépassant ce montant maximal.

La Ville a un fonds de réserves au titre de l'autoassurance qui totalisait 2 368 \$ au 31 décembre 2013 [2 321 \$ en 2012]. La Ville a versé un montant nul en 2013 [montant nul en 2012] dans ce fonds à même les résultats.

**VILLE D'OTTAWA**  
**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**31 DÉCEMBRE 2013** *[en milliers de dollars]*

**20. MONTANTS PRÉVUS AU BUDGET**

Les montants prévus au budget présentés dans les présents états financiers consolidés reposent sur le budget de fonctionnement et le budget d'immobilisations de 2013 approuvés par le Conseil. Les budgets approuvés par le Conseil sont préparés selon la comptabilité de caisse modifiée, de sorte que les montants diffèrent des montants prévus au budget présentés à l'état des résultats consolidé et à l'état de la variation de la dette nette, lesquels sont préparés selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Le tableau suivant établit le rapprochement entre le budget approuvé et les montants prévus au budget présentés dans les présents états financiers consolidés. Des chiffres réels ont été utilisés à titre d'approximation des montants prévus au budget de certains éléments de rapprochement qui n'étaient pas inclus dans le budget du Conseil.

<b>Rapprochement du budget</b>	<b>Produits</b>	<b>Charges</b>
Budget approuvé par le Conseil		
Fonctionnement	2 831 526 \$	2 831 526 \$
Immobilisations	2 627 401	2 627 401
Ajouter		
Entités consolidées	77 174	77 115
Immobilisations reçues sous forme d'apports	195 010	
Produits tirés des fonds de réserve	17 846	
Quote-part des résultats de la Société de portefeuille Hydro Ottawa inc.	15 408	
Intérêts sur les fonds d'amortissement	2 045	2 045
Variation des avantages sociaux futurs et des régimes de retraite		2 769
Variation des autres obligations devant être capitalisées		16 823
Amortissement		270 741
Perte sur cession		50 341
	<b>5 766 410</b>	<b>5 878 761</b>
Déduire		
Reclassement entre les produits et les charges	(33 968)	(33 968)
Acquisition d'immobilisations corporelles		(1 163 906)
Écart temporaire entre les dépenses d'immobilisations autorisées et les dépenses d'immobilisations prévues	(1 072 565)	(1 281 758)
Virements prévus au budget provenant d'autres fonds ou à d'autres fonds	(535 050)	(334 383)
Produit prévu au budget à l'émission de titres d'emprunt / au remboursement du capital de la dette	(385 558)	(103 515)
	<b>(2 027 141)</b>	<b>(2 917 530)</b>
<b>Budget aux fins des états financiers</b>	<b>3 739 269 \$</b>	<b>2 961 231 \$</b>

**21. CHIFFRES COMPARATIFS**

Certains chiffres comparatifs pour 2012 ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour l'exercice considéré.

**2013**

**Tableaux financiers et statistiques – non audité**

**Produits par source – Rétrospective des cinq derniers exercices [non audité]**  
**[en milliers de dollars]**

<b>Produits par source</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>
<b>Impôts et taxes disponibles pour les besoins de la municipalité</b>	<b>1 286 044 \$</b>	<b>1 358 107 \$</b>	<b>1 407 982 \$</b>	<b>1 462 797 \$</b>	<b>1 511 051 \$</b>
<b>Redevances et frais d'utilisation</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>
Administration générale	18 181	18 422	17 818	14 707	13 709
Services paramédicaux	901	1 007	789	943	817
Autres services de sécurité publique	59 732	60 759	59 871	64 409	65 370
Routes, circulation et services de stationnement	22 456	22 122	23 913	25 971	26 379
Transport en commun	121 710	159 539	171 567	176 396	177 584
Aqueduc et égouts	215 205	234 790	242 794	251 622	258 878
Collecte des déchets et des articles recyclables	37 630	40 576	44 329	42 222	39 481
Logements sociaux	62 401	63 097	63 523	64 262	64 889
Parcs et services récréatifs	52 803	55 670	55 058	57 070	57 274
Planification et développement	8 567	11 248	13 694	16 038	15 994
Soins de longue durée	15 605	15 738	15 858	16 048	16 319
Divers	8 159	8 800	9 585	7 354	9 702
<b>Total des redevances et des frais d'utilisation</b>	<b>623 350</b>	<b>691 768</b>	<b>718 799</b>	<b>737 042</b>	<b>746 396</b>
<b>Produits par source</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>
<b>Paiements de transfert</b>	<b>471 419</b>	<b>871 536</b>	<b>672 598</b>	<b>611 463</b>	<b>981 490</b>
<b>Immobilisations corporelles reçues sous forme d'apports</b>	<b>145 296</b>	<b>206 350</b>	<b>202 319</b>	<b>239 583</b>	<b>195 010</b>
<b>Redevances d'aménagement</b>	<b>81 392</b>	<b>136 031</b>	<b>124 224</b>	<b>114 931</b>	<b>161 931</b>
<b>Revenus de placement</b>	<b>26 071</b>	<b>30 285</b>	<b>32 912</b>	<b>32 432</b>	<b>36 316</b>
<b>Amendes et pénalités</b>	<b>23 567</b>	<b>25 709</b>	<b>24 775</b>	<b>24 724</b>	<b>24 466</b>
<b>Autres produits</b>	<b>14 810</b>	<b>26 630</b>	<b>15 276</b>	<b>25 930</b>	<b>40 912</b>
<b>Quote-part du bénéfice d'entreprises publiques</b>	<b>29 414</b>	<b>30 522</b>	<b>26 762</b>	<b>31 150</b>	<b>34 008</b>
<b>Produits</b>	<b>791 969</b>	<b>1 327 063</b>	<b>1 098 866</b>	<b>1 080 213</b>	<b>1 474 133</b>
<b>Total des produits</b>	<b>2 701 363 \$</b>	<b>3 376 938 \$</b>	<b>3 225 647 \$</b>	<b>3 280 052 \$</b>	<b>3 731 580 \$</b>

**Charges par fonction – Rétrospective des cinq derniers exercices [non audité]  
[en milliers de dollars]**

<b>Charges par fonction</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>
Affaires gouvernementales <sup>1</sup>	104 799 \$	107 933 \$	103 396 \$	105 969 \$	107 493 \$
Protection de la personne et de la propriété	440 858	460 265	495 983	514 779	520 381
Routes, circulation et services de stationnement	261 529	273 014	280 309	319 291	365 626
Transport en commun	419 982	501 207	456 229	478 924	495 784
Services environnementaux	254 787	271 240	287 044	323 588	326 819
Services de santé	130 898	132 804	146 810	155 282	148 229
Services sociaux et familiaux	417 554	411 803	408 821	419 538	406 668
Logements sociaux	239 302	235 399	246 254	221 520	231 455
Services récréatifs et culturels	278 456	271 469	270 649	294 873	294 167
Planification et développement	51 063	53 942	109 053	60 685	73 421
<b>Total des charges</b>	<b>2 599 228 \$</b>	<b>2 719 076 \$</b>	<b>2 804 548 \$</b>	<b>2 894 449 \$</b>	<b>2 970 043 \$</b>

<sup>1)</sup> Les coûts de soutien au programme liés aux charges de fonctionnement ont été affectés à d'autres fonctions au moyen des lignes directrices et des méthodologies présentées dans le *Rapport d'information financière de l'Ontario*.

**Réserves et fonds de réserve consolidés – Rétrospective des cinq derniers exercices [non audité] [en milliers de dollars]**

<b>Réserves et fonds de réserve consolidés</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>
<b>Réserves</b>	<b>2 422 \$</b>	<b>609 \$</b>	<b>3 992 \$</b>	<b>9 711 \$</b>	<b>8 121 \$</b>
Fonds de dotation <sup>1</sup>	202 380	195 105	185 008	183 361	176 642
Services de transport et services environnementaux	10 670	91 111	101 159	53 949	154 669
Logements sociaux et services de garde d'enfants	24 604	50 833	34 360	57 584	71 802
Remboursement d'une dette	11 879	7 631	2 854	28	0
Remplacement d'équipement	1 717	5 902	6 082	15 814	14 999
Assurance	4 236	2 138	2 155	2 321	2 368
Avantages sociaux	5 878	5 997	6 119	2 749	2 293
Divers	8 898	11 130	8 468	7 184	7 916
<b>Fonds de réserve</b>	<b>270 262</b>	<b>369 847</b>	<b>346 205</b>	<b>322 990</b>	<b>430 689</b>
<b>Total des réserves et des fonds de réserve</b>	<b>272 684 \$</b>	<b>370 456 \$</b>	<b>350 197 \$</b>	<b>332 701 \$</b>	<b>438 810 \$</b>

<sup>1)</sup> Des montants de 18 183 \$ en 2013, de 9 698 \$ en 2012 et de 21 253 \$ en 2011 prélevés à même le fonds de dotation ont été affectés au programme d'immobilisations de la Ville.



**Imposition et cotisations – Rétrospective des cinq derniers exercices  
[non audité]**

<b>Résidentiel (en milieu urbain)</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>
Ensemble de la municipalité	0,558213 %	0,569744 %	0,562050 %	0,554056 %	0,534135 %
Prélèvement d'impôts sur le capital de la municipalité	0,010285 %	0,000000 %	0,000000 %	0,000000 %	0,000000 %
Service d'incendie municipal	0,093602 %	0,091666 %	0,092515 %	0,096114 %	0,090729 %
Service de police municipal	0,162402 %	0,165692 %	0,166392 %	0,165282 %	0,159237 %
Transport en commun municipal	0,172878 %	0,178898 %	0,178706 %	0,177495 %	0,169593 %
Aire de conservation municipale	0,007092 %	0,007326 %	0,006848 %	0,007028 %	0,006857 %
Éducation	0,252000 %	0,241000 %	0,231000 %	0,221000 %	0,212000 %
<b>Total des taux d'imposition résidentiels</b>	<b>1,256472 %</b>	<b>1,254326 %</b>	<b>1,237511 %</b>	<b>1,220975 %</b>	<b>1,172551 %</b>
<b>Non résidentiel (commercial en milieu urbain)</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>
Ensemble de la municipalité	1,110431 %	1,085344 %	1,047372 %	1,012238 %	1,009664 %
Prélèvement d'impôts sur le capital de la municipalité	0,020459 %	0,000000 %	0,000000 %	0,000000 %	0,000000 %
Service d'incendie municipal	0,192516 %	0,178021 %	0,172400 %	0,175596 %	0,171503 %
Service de police municipal	0,323060 %	0,315637 %	0,310068 %	0,301964 %	0,301002 %
Transport en commun municipal	0,355566 %	0,347431 %	0,333016 %	0,324276 %	0,320578 %
Aire de conservation municipale	0,014108 %	0,013956 %	0,012761 %	0,012839 %	0,012962 %
Éducation	1,650981 %	1,557604 %	1,472223 %	1,396652 %	1,396652 %
<b>Total des taux d'imposition non résidentiels</b>	<b>3,667121 %</b>	<b>3,497993 %</b>	<b>3,347840 %</b>	<b>3,223565 %</b>	<b>3,212361 %</b>
<b>Valeur cotisée [en millions de dollars]</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>
Résidentiel	79 191 \$	80 867 \$	83 076 \$	85 545 \$	93 005 \$
Pourcentage du total	75,3 %	75,4 %	75,9 %	76,7 %	77,0 %
Non résidentiel	25 995 \$	26 337 \$	26 390 \$	26 017 \$	27 775 \$
Pourcentage du total	24,7 %	24,6 %	24,1 %	23,3 %	23,0 %
<b>Total des cotisations</b>	<b>105 186 \$</b>	<b>107 204 \$</b>	<b>109 466 \$</b>	<b>111 562 \$</b>	<b>120 780 \$</b>

**Imposition et cotisations – Rétrospective des cinq derniers exercices  
[non audité] [en milliers de dollars]**

<b>Impôts et taxes à recevoir</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>
Impôts et taxes à recevoir au début de l'exercice	57 514 \$	70 024 \$	61 677 \$	68 221 \$	58 861 \$
Taxes foncières	1 633 214	1 728 256	1 768 132	1 795 926	1 867 117
Éléments non imposables pour recouvrement	35 294	39 326	48 604	58 227	48 696
Pénalités	10 734	11 146	10 932	11 010	11 275
Ajustements fiscaux de l'exercice	(35 438)	(51 331)	(57 733)	(42 039)	(65 477)
<b>Total partiel</b>	<b>1 701 318 \$</b>	<b>1 797 421 \$</b>	<b>1 831 612 \$</b>	<b>1 891 345 \$</b>	<b>1 920 472 \$</b>
<b>Recouvrements</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>
Exigibles	(1 549 293) \$	(1 658 207) \$	(1 672 571) \$	(1 709 787) \$	(1 739 334) \$
Impayés	(82 001)	(77 537)	(90 820)	(128 697)	(108 706)
<b>Total des recouvrements</b>	<b>(1 631 294) \$</b>	<b>(1 735 744) \$</b>	<b>(1 763 391) \$</b>	<b>(1 838 484) \$</b>	<b>(1 848 040) \$</b>
<b>Impôts et taxes à recevoir, montant net</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>
Impôts et taxes à recevoir à la fin de l'exercice	70 024 \$	61 677 \$	68 221 \$	58 861 \$	72 432 \$
Provision pour créances douteuses	(2 250)	(2 650)	(2 200)	(2 435)	(2 665)
Impôts et taxes à recevoir à la fin de l'exercice, montant net	<b>67 774 \$</b>	<b>59 027 \$</b>	<b>66 021 \$</b>	<b>56 426 \$</b>	<b>69 767 \$</b>
Pourcentage des impôts et taxes exigibles perçus	94,9 %	95,9 %	94,5 %	95,2 %	93,0 %
Impôts et taxes à payer en pourcentage de l'imposition de l'exercice	4,2 %	3,4 %	3,7 %	3,1 %	3,7 %

**Placements – au coût après amortissement – Rétrospective des cinq derniers exercices [non audité] [en milliers de dollars]**

<b>Placements</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>
Débitures de la Ville d'Ottawa	42 741 \$	35 478 \$	28 570 \$	13 087 \$	11 131 \$
Gouvernement fédéral	177 848	125 225	208 980	310 250	257 397
Gouvernement provincial	193 316	124 906	110 834	122 464	121 526
Gouvernement municipal	135 217	117 740	114 885	102 131	115 605
Banques	78 580	86 028	262 427	438 614	282 295
Fonds de dotation	202 299	195 224	185 648	184 592	178 404
Titres de la SLCO <sup>1</sup>	19 459	10 864	0	0	0
Divers	42 894	42 446	32 072	74 408	79 395
<b>Total</b>	<b>892 354 \$</b>	<b>737 911 \$</b>	<b>943 416 \$</b>	<b>1 245 546 \$</b>	<b>1 045 753 \$</b>

<sup>1)</sup> Obligations de sociétés et actions ordinaires et étrangères détenues pour la Société de logement communautaire d'Ottawa (SLCO).

**Dettes à long terme nette – Rétrospective des cinq derniers exercices [non audité] [en milliers de dollars]**

<b>Dettes à long terme nette</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>
Débitures à versements échelonnés et à fonds d'amortissement émises	748 212 \$	998 659 \$	1 141 881 \$	1 403 617 \$	1 637 756 \$
Conventions de prêt bancaire et swaps de taux d'intérêt	11 327	10 876	35 399	80 089	72 769
Valeur totale des dépôts dans un fonds d'amortissement qui se sont accumulés jusqu'à la fin de l'exercice aux fins du remboursement des débitures à fonds d'amortissement incluses dans le montant ci-dessus	(160 497)	(174 375)	(86 007)	(47 795)	(60 233)
<b>Total de la dette à long terme nette</b>	<b>599 042 \$</b>	<b>835 160 \$</b>	<b>1 091 273 \$</b>	<b>1 435 911 \$</b>	<b>1 650 292 \$</b>

**Dette à long terme nette par fonction – Rétrospective des cinq derniers  
exercices [non audité] [en milliers de dollars]**

<b>Dette à long terme nette par fonction</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>
Affaires					
gouvernementales	21 720 \$	19 025 \$	16 078 \$	12 638 \$	13 642 \$
Service d'incendie	3 416	3 312	3 163	7 169	6 848
Service de police	19 450	30 756	27 430	34 386	38 305
Inspection liée à la sécurité publique	1 800	7 345	6 884	6 404	5 298
Routes	252 408	287 085	341 491	562 754	524 425
Transport en commun	121 154	225 400	258 142	264 793	337 615
Stationnement	638	245	83	0	0
Traitement des eaux usées	22 142	47 205	150 766	190 370	202 868
Approvisionnement en eau et distribution	77 606	102 633	135 361	178 682	187 722
Collecte des déchets et des articles recyclables	1 442	992	7 613	6 803	6 493
Mesures environnementales correctives	0	0	0	1 813	1 653
Logements sociaux	0	143	127	109	0
Parcs et services récréatifs	27 279	42 988	64 207	83 389	235 709
Bibliothèques	5 902	5 751	5 503	5 243	4 922
Planification et développement	7 156	30 060	47 158	55 588	60 779
Services sociaux et familiaux	36 929	32 220	27 267	25 073	23 382
Santé	0	0	0	697	631
<b>Total de la dette à   long terme</b>	<b>599 042 \$</b>	<b>835 160 \$</b>	<b>1 091 273 \$</b>	<b>1 435 911 \$</b>	<b>1 650 292 \$</b>

## Données démographiques et autres informations – Rétrospective des cinq derniers exercices [non audité]

<b>Démographie</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>
<b>Population</b>	908 389	917 570	927 118	935 255	943 260
<b>Ménages</b>	371 973	377 098	382 873	387 732	392 704
<b>Postes municipaux à temps plein financés</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>
Postes à temps plein financés	14 287	14 575	14 947	14 737	14 664
Postes à temps plein financés par 1000 de population	15,7	15,9	16,1	15,8	15,6
<b>Inflation, augmentation annuelle de l'IPC (%)<sup>1</sup></b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>
Ottawa	0,5	2,6	3,0	1,3	1,0
Ontario	0,4	2,5	3,1	1,4	1,0
Canada	0,3	1,8	2,9	1,5	0,9
<b>Taux de chômage (%)<sup>1</sup></b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>
Ottawa	6,1	6,5	5,6	6,2	6,3
Ontario	9,0	8,7	7,8	7,8	7,5
Canada	8,3	8,0	7,4	7,2	7,1
<b>Informations sur le logement</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>
Mises en chantier <sup>2</sup>	5 522	6 046	5 521	5 730	6 284
Variation par rapport à l'exercice précédent (%)	(17,3)	9,5	(8,7)	3,8	9,7
Maisons unifamiliales	2 228	2 035	1 957	1 424	1 596
Variation par rapport à l'exercice précédent (%)	(17,9)	8,7	(3,9)	7,28	12,08
Prix des logements (en milliers)	305	329	345	353	359
Variation par rapport à l'exercice précédent (%)	5,2	7,9	4,9	2,3	1,7
Inflation des prix des nouveaux logements <sup>3</sup> (%)	1,4	4,0	1,7	2,6	0,3
Valeur des permis de construire émis (en millions)	1 796 \$	1 922 \$	1 819 \$	2 041 \$	2 393 \$
Variation par rapport à l'exercice précédent (%)	3,7	7,0	(5,4)	12,2	17,2

<sup>1</sup>) Statistique Canada

<sup>2</sup>) Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)

<sup>3</sup>) Service interagences d'Ottawa (SIA)